

Réunion de haut niveau de l'Union africaine : le président Tebboune appelle à un investissement durable dans les systèmes de santé **P3**



L'Algérie retirée de la liste grise du GAFI
Le chef de l'État salue un grand accomplissement **P16**

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Lundi 22 juin 2026 / N° 1366 / PRIX 20 DA

ELLE OUVRE AUJOURD'HUI SES PORTES AVEC L'ESPAGNE
COMME INVITÉE D'HONNEUR

La FIA, baromètre du développement économique du pays

Véritable vitrine du potentiel économique national, la Foire internationale d'Alger (FIA) ouvre aujourd'hui ses portes au Palais des expositions. Avec l'Espagne comme invitée d'honneur, ce rendez-vous majeur réunira pendant six jours des centaines d'entreprises algériennes et étrangères autour de l'investissement, de l'innovation et du partenariat. **P2**



Algérie- Jordanie, cette nuit à 2h00

OPÉRATION RACHAT POUR LES VERTS À SANTA CLARA **P12**



Son PDG reçu hier par Mohamed Arkab
Midad Energy affiche de grandes ambitions pour le marché des hydrocarbures **P5**

Campagne électorale pour les législatives du 2 juillet La bataille des programmes

À quelques jours du scrutin du 2 juillet, la campagne électorale s'intensifie à travers le pays. Les candidats multiplient les rencontres de proximité et les rassemblements publics pour convaincre les électeurs, mettant en avant des programmes axés sur le pouvoir d'achat, l'emploi, le développement local et la modernisation des institutions. **P4**



ELLE OUVRE AUJOURD'HUI SES PORTES AVEC L'ESPAGNE COMME INVITÉE D'HONNEUR

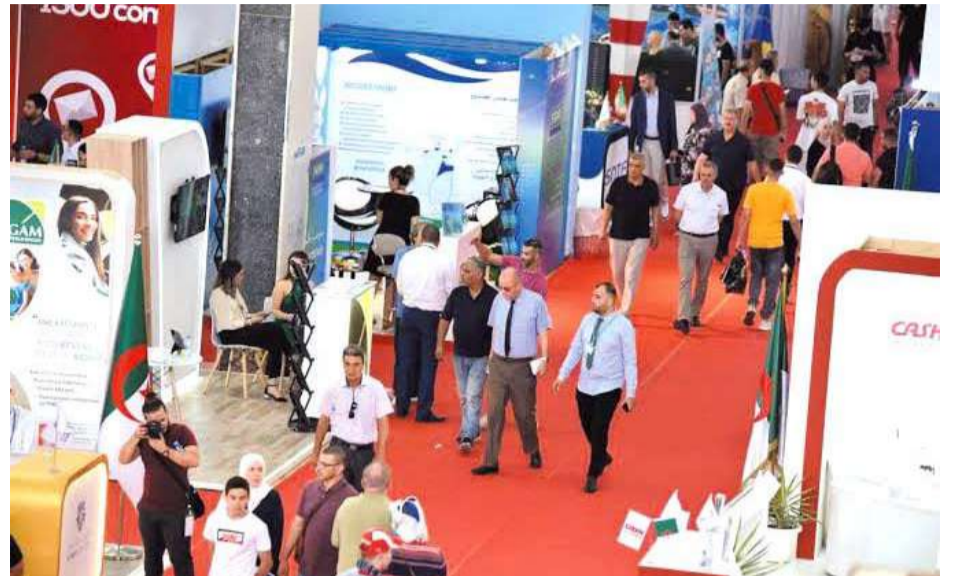
La FIA, baromètre du développement économique du pays

Rendez-vous économique majeur du pays, la Foire internationale d'Alger (FIA) ouvre ses portes aujourd'hui au Palais des expositions des Pins maritimes. Placée sous le signe du renforcement des échanges commerciaux et de la promotion de l'investissement, cette nouvelle édition accueille l'Espagne en qualité d'invitée d'honneur.

PAR MAHREZ Z

Le Palais des expositions d'Alger accueille, dès aujourd'hui et jusqu'au 27 juin prochain, la 57e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), un événement économique et commercial majeur placé sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. À travers cette nouvelle édition, la FIA ambitionne de confirmer son statut de rendez-vous économique incontournable, alliant business et innovation, tout en contribuant à la promotion des investissements et au renforcement des échanges commerciaux avec les partenaires étrangers, dans un contexte de refondation économique misant sur la diversification des sources de croissance. La manifestation économique, organisée par Algeria Exhibitions, filiale du groupe SAFEX, vise à promouvoir l'innovation et les solutions technologiques, ainsi qu'à faciliter les rencontres B2B et la création de partenariats stratégiques. Elle offre, en outre, aux

entreprises participantes une véritable vitrine pour leurs produits, leurs services et leur savoir-faire. L'événement réunira, durant six jours, sur une superficie de 50 000 m², des centaines d'entreprises nationales et étrangères autour des enjeux de l'investissement, de l'innovation et du partenariat. L'Espagne sera l'invitée d'honneur de cette 57e édition, ce qui témoigne de « la dynamique positive que connaissent les relations algéro-espagnoles », note Algeria Exhibitions, estimant que cette participation constituera une opportunité de « renforcer la coopération bilatérale et d'explorer de nouvelles perspectives de partenariat entre les entreprises algériennes et espagnoles dans plusieurs secteurs stratégiques ». Dans le cadre du programme de conférences prévu en marge des espaces d'exposition, les discussions porteront, entre autres, sur l'investissement, le financement et la coopération algéro-espagnole. La nouvelle édition se tiendra à travers les différents pavillons du Palais des expositions et, pour la première fois, au niveau du Pavillon Palestine, « cet édifice architectural moderne qui marque un saut qualitatif dans l'organisation des foires et des grands événements économiques, grâce à ses vastes espaces d'exposition et à ses équipements de pointe répondant aux standards internationaux, renforçant ainsi la position de l'Algérie en tant que destination pour l'accueil des manifestations économiques mondiales », ajoute la même source. Considérée comme l'un des événements économiques multisectoriels les plus en vue, la FIA est, selon les organisateurs, l'occasion de mettre en évidence les capacités productives nationales et de renforcer les opportunités de partenariat et d'investissement, en offrant un espace propice aux échanges entre opérateurs économiques



nationaux et étrangers. La FIA couvre plusieurs secteurs, dont la sidérurgie, la mécanique, les industries manufacturières, les travaux publics, les industries agroalimentaires, l'électroménager, le bâtiment et les services. Des espaces de vente sont également prévus, permettant aux exposants de promouvoir leurs produits et de renforcer leur présence sur le marché. Ce rendez-vous économique sera aussi marqué par l'organisation de conférences et de rencontres encadrées par des experts et des spécialistes autour de thématiques liées au développement de l'industrie nationale, à l'encouragement de l'investissement et à la promotion des exportations hors hydrocarbures. Ainsi, au-delà des espaces d'exposition, la FIA accordera une place importante à la réflexion économique. Le nouveau Pavillon Palestine accueillera, du 23 au 25 juin, une série de conférences et de rencontres spécialisées réunissant experts, responsables institutionnels et opérateurs économiques. La première journée sera consacrée à la coopération africaine et à l'intégration économique régionale. Les débats porteront notamment sur les perspectives de la coopération Sud-Sud, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ainsi que sur la place de l'Algérie dans un contexte marqué par les mutations géopolitiques mondiales. La deuxième journée

sera axée sur l'investissement, le financement et la coopération algéro-espagnole. Les participants examineront le climat des affaires en Algérie, les mécanismes d'accompagnement des investisseurs étrangers, ainsi que les opportunités de partenariat économique entre l'Algérie et l'Espagne et les perspectives de leur développement. Le programme s'achèvera lors de la troisième journée par des discussions consacrées aux ressources minières et à l'innovation technologique. Les intervenants mettront en lumière les potentialités minières du pays, les opportunités d'investissement dans ce secteur, ainsi que le rôle de l'innovation et de l'intelligence artificielle dans la transformation économique et le renforcement du transfert de technologie. Outre les conférences, des ateliers, des démonstrations interactives et des espaces de networking viendront compléter le programme de cette édition, offrant aux participants des opportunités d'échanges et de développement de nouvelles relations professionnelles. Pour rappel, la 56e édition de la Foire internationale d'Alger, organisée en juin 2025 sous le slogan « Pour une coopération commune et durable », avait enregistré une participation record de 684 entreprises, dont 539 algériennes et 145 étrangères représentant 31 pays. Le Sultanat d'Oman en était l'invité d'honneur. ■

Industrie pharmaceutique

Bayer veut renforcer sa présence Algérie

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Kouidri, a reçu hier à Alger Mildred Nadah Pita, vice-présidente du groupe pharmaceutique allemand Bayer, dans le cadre d'une rencontre consacrée au renforcement du partenariat entre l'Algérie et le laboratoire allemand. Les discussions ont porté sur l'état de la coopération à travers Bayer Algérie ainsi que sur les perspectives de son développement dans un contexte marqué par la volonté des pouvoirs publics de consolider la souveraineté sanitaire nationale. À cette occasion, le ministre a réaffirmé l'engagement de l'État à soutenir les investissements créateurs de valeur ajoutée et à accompagner les opérateurs économiques souhaitant développer leurs activités en Algérie. Il a rappelé que la stratégie nationale vise à renforcer la production pharmaceutique locale, à réduire la dépendance aux importations et à faire de l'Algérie un pôle régional de référence dans l'industrie du médicament. De son côté, la responsable de Bayer a exprimé l'intérêt du groupe pour le marché algérien et sa volonté de renforcer davantage sa présence dans le pays. Elle a salué les avancées enregistrées par le secteur pharmaceutique national ainsi que les opportunités offertes en matière d'investissement, de partenariat industriel et de développement de nouvelles activités. Cette rencontre a permis aux deux parties de réaffirmer leur volonté commune d'approfondir leur coopération afin de contribuer à l'émergence d'une industrie pharmaceutique plus performante, innovante et capable de répondre aux besoins du marché national tout en développant son rayonnement régional.

SON PDG REÇU HIER PAR MOHAMED ARKAB

Midad Energy affiche de grandes ambitions pour le marché des hydrocarbures

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu hier à Alger le président-directeur général de la société saoudienne Midad Energy North Africa, Cheikh Abdelilah Ben Mohammed Ben Abdellah Al-Aiban. La rencontre a été consacrée à l'examen de l'état d'avancement des projets communs développés avec Sonatrach. Elle a permis de passer en revue les progrès enregistrés depuis la signature du contrat d'hydrocarbures en partage de production portant sur le périmètre « Illizi Sud », un projet considéré comme stratégique pour le développement de l'exploration et de la production d'hydrocarbures en Algérie. Les échanges ont notamment porté sur les prépa-

ratifs liés à l'entrée en vigueur du contrat, ainsi que sur les dispositions techniques et organisationnelles nécessaires à la mise en œuvre du programme de travaux. Les deux parties ont insisté sur l'importance d'assurer une exécution conforme aux échéances fixées et aux standards en vigueur dans l'industrie énergétique. Au-delà du suivi opérationnel du projet, les discussions ont mis en avant les retombées attendues en matière d'investissement, de développement des capacités de production et de création de valeur ajoutée locale. Les responsables ont également souligné l'intérêt de promouvoir le transfert de technologies et le renforcement des compétences nationales à travers ce partenariat. La rencontre a, par ailleurs, permis d'ex-

plorer de nouvelles perspectives de coopération dans le secteur des hydrocarbures. Mohamed Arkab a rappelé que l'Algérie poursuit une politique d'ouverture visant à attirer les investissements étrangers et à consolider les partenariats stratégiques capables d'accompagner le développement du secteur énergétique national. De son côté, le PDG de Midad Energy North Africa a réaffirmé l'intérêt de son groupe pour le marché algérien, mettant en avant le potentiel du secteur des hydrocarbures et les opportunités offertes par le cadre d'investissement mis en place. Il a également exprimé la volonté de son entreprise de poursuivre et de renforcer sa collaboration avec Sonatrach à travers de nouveaux projets à fort potentiel. Y. R.

	<p>Quotidien national d'information édité par la</p>	<p>GÉRANT :</p>	<p>«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À: L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger</p>	<p>Impression: Société d'Impression d'Alger (SIA)</p>
	<p>SARL ADRA COM Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger</p> <p>Redaction@lexpressquotidien.dz www.lexpressquotidien.dz Tél./Fax : 028 26 99 24 Service-pub@lexpressquotidien.dz</p>	<p>NOURDINE BRAHMI DIRECTEUR HONORAIRE: ZAHIR MEHDAOUI DIRECTEUR DE LA PUBLICATION RABAH YUCEF RABAH</p>	<p>Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77</p> <p>Email : agence.rcgic@anep.com.dz Programation.rcgic@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz</p>	<p>Diffusion: Media Distribution</p> <p>Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.</p>

RÉUNION DE HAUT NIVEAU DE L'UNION AFRICAINE

Le président Tebboune appelle à un investissement durable dans les systèmes de santé

Lors d'une réunion de haut niveau de l'Union africaine consacrée aux défis sanitaires en Afrique, les États membres ont débattu des mécanismes de prévention et de réponse aux crises épidémiques. Abdelmadjid Tebboune, représenté par le ministre de la Santé, a appelé à consolider les systèmes de santé à travers des investissements durables et une coopération renforcée à l'échelle continentale.

PAR MERIEM KA

La situation en Afrique centrale demeure préoccupante. Selon l'Africa CDC (Centre africain de contrôle et de prévention des maladies), les tests en laboratoire ont confirmé 875 cas de contamination et 202 décès liés au virus Ebola en République démocratique du Congo, depuis la déclaration de l'épidémie le 15 mai dernier. Face à cette évolution, l'UA a réuni plusieurs dirigeants africains, ainsi que des partenaires internationaux, des agences des Nations Unies et des organisations régionales, lors d'une visioconférence tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie. Représenté par le ministre de la Santé, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a souligné que la sécurité sanitaire en Afrique repose avant tout sur un investissement durable dans les systèmes de santé, le renforcement des capacités de surveillance et le soutien à la recherche scientifique. Dans une allocution prononcée en son nom par Mohamed Seddik Ait Messaoudène, il a affirmé que « la construction d'une Afrique plus sûre sur le plan sanitaire ne se limite pas à la gestion des crises lorsqu'elles surviennent, mais commence par des investissements pérennes dans les systèmes de santé, le développement des mécanismes de surveillance et d'alerte précoce, la formation des ressources humaines qualifiées, ainsi que le soutien à la recherche scientifique et à la production locale de produits de santé et de vaccins ». Le chef de l'État a également réitéré la disponibilité totale de l'Algérie à accompagner les pays africains dans leurs efforts de lutte contre les risques sanitaires. Outre sa contribution financière, l'Algérie se dit prête à apporter un appui technique à travers le ministère de la Santé et l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), afin de



partager son expertise et son expérience avec les pays du continent. L'ANSS a déjà élaboré la Stratégie nationale de sécurité sanitaire (SNSS) 2025-2030, visant à prémunir le pays contre l'ensemble des menaces et risques sanitaires, notamment à travers la prévention et l'anticipation. Dans ce contexte, le président Tebboune a rappelé que l'Algérie poursuit le renforcement de son dispositif national de sécurité sanitaire et le développement de ses capacités de prévention et de réponse rapide aux urgences de santé publique. Par ailleurs, l'Africa CDC et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont annoncé, vendredi dernier, un plan conjoint de six

mois couvrant la période de juin à novembre prochain, visant à mobiliser 518 millions de dollars pour soutenir les pays africains dans la détection précoce, la prévention et la lutte contre la maladie. Cette initiative intervient alors que les opérations de riposte s'intensifient en République démocratique du Congo, épice centre actuel de l'épidémie, et vient compléter les dispositifs nationaux déjà mis en œuvre par la RDC et l'Ouganda. L'OMS a, par ailleurs, déclenché une alerte sanitaire internationale, estimant que le risque pour la santé publique est très élevé en RDC, élevé au niveau régional et faible à l'échelle mondiale. ■

AMAR BENDJAMA AUX PORTES DE LA PRÉSIDENTIE DE L'ECOSOC

L'Afrique parle d'une seule voix à New York

La bataille diplomatique pour la présidence du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) s'est, en réalité, jouée bien avant le scrutin officiel prévu le 23 juillet prochain. Pour l'Algérie, l'étape décisive a été franchie avec l'appui unanime du groupe des ambassadeurs africains à New York, consacrant la désignation de son représentant permanent auprès de l'ONU, Amar Bendjama. Réunis sous la présidence de la représentante permanente du Malawi, les ambassadeurs africains ont en effet validé, à l'unanimité, la candidature algérienne pour diriger l'un des principaux organes des Nations unies durant la période 2026-2027. Dans les usages diplomatiques onusiens, un tel consensus équivaut presque à une victoire acquise, reléguant le vote du 23 juillet à une formalité procédurale. Ce large soutien africain traduit à la fois la confiance accordée à la diplomatie algérienne et la volonté du continent de renforcer sa cohésion dans les enceintes multilatérales. Il illustre également une dynamique visant à porter plus fortement les préoccupations

africaines au cœur des débats internationaux sur le développement économique et social, le financement et la gouvernance mondiale. Dans son intervention après cette désignation, Amar Bendjama a replacé sa future mission dans un contexte international marqué par des défis multiples. Il a évoqué notamment les difficultés de financement du développement, le poids croissant de la dette, les crises géopolitiques, l'insécurité alimentaire, les inégalités technologiques et les effets du changement climatique. Selon lui, ces enjeux exigent une réponse collective et coordonnée du continent africain, dans la perspective de renforcer sa voix au sein des instances multilatérales et de soutenir les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Au-delà de la dimension politique, le futur président de l'ECOSOC a défini plusieurs priorités pour son mandat. La réforme de l'architecture financière internationale figure en tête de ses préoccupations, dans un contexte où de nombreux pays du Sud estiment que le système actuel ne répond pas suffisamment à leurs besoins de développement. La question de la

dette extérieure constitue un second axe majeur. Pour plusieurs États africains, son poids limite fortement les capacités d'investissement dans des secteurs essentiels tels que les infrastructures, la santé ou l'éducation. Amar Bendjama plaide ainsi pour des solutions concrètes permettant d'alléger ce fardeau et de dégager des marges de croissance. La lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités, la sécurité alimentaire et l'accès aux technologies figurent également parmi les priorités de son programme, en lien avec les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, dont plusieurs indicateurs restent en deçà des attentes. Enfin, la présidence algérienne ambitionne de renforcer le rôle de l'ECOSOC, souvent perçu comme un organe technique, en en faisant une plateforme plus dynamique de coordination des réponses internationales aux crises économiques et sociales. L'objectif affiché est de consolider la gouvernance mondiale du développement et de mieux faire entendre les aspirations africaines dans les enceintes multilatérales. R. N.

Éditorial L'EXPRESS

LE POIDS DE L'ALGÉRIE

PAR MAHDI B

Le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) sera, dès la mi-juillet prochain, présidé par l'Algérie. La désignation à l'unanimité des ambassadeurs africains à l'ONU donne une idée claire et solide de la place de l'Algérie, tant au sein du groupe des ambassadeurs africains accrédités à New York qu'au sein de la sphère des représentants de cet organisme onusien. La popularité de son ambassadeur, Amar Bendjama, et la voix respectée de l'Algérie ont été déterminantes dans cette désignation, bien avant le vote prévu le 23 juillet prochain. En obtenant l'appui unanime du groupe des ambassadeurs africains à New York, M. Bendjama a réalisé une performance que peu de diplomates parviennent à atteindre. Dans la foulée, l'Algérie s'appête à présider l'un des organismes les plus importants pour les pays du Sud au sein des Nations Unies. Cette élection à la présidence de l'ECOSOC constitue non seulement une victoire diplomatique, mais aussi un repositionnement des équilibres internationaux en faveur des pays du Sud, appelés à définir les priorités de développement social et économique et à tracer une feuille de route à long terme pour l'émancipation des peuples face aux déséquilibres du système économique mondial. Le vote du 23 juillet prochain devrait être une formalité, ouvrant ainsi la voie au début du mandat de l'Algérie à la tête de l'ECOSOC. Plusieurs chantiers majeurs attendent la présidence algérienne, notamment la réforme de l'architecture financière internationale, la question de la dette extérieure des pays africains les plus endettés, ainsi que les enjeux liés à la santé et à l'éducation. Cette avancée diplomatique notable de l'Algérie s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement de sa présence au sein des instances africaines. Récemment, le pays a pris la tête de plusieurs organes de l'Union africaine, confirmant son influence croissante sur la scène continentale. Plusieurs diplomates algériens ont été désignés à des postes clés au sein de l'UA, notamment à la présidence du Comité des représentants permanents chargé des questions relatives aux droits de l'Homme, à la démocratie et à la gouvernance. L'Algérie siège également dans plusieurs instances stratégiques, dont le Comité ministériel des candidatures au sein du système international, le Comité ministériel de l'Agenda 2063, ainsi que le Comité des représentants permanents chargé des questions environnementales. Elle a également obtenu des sièges au sein du Comité technique spécialisé sur la culture, la jeunesse et les sports, ainsi que sur les transports et les communications, en plus de son intégration au Bureau continental des opérations de lutte contre la migration irrégulière. Ces nominations traduisent le poids diplomatique de l'Algérie au sein de l'Union africaine et sa capacité à peser sur des dossiers majeurs liés à la gouvernance mondiale et au développement du continent. Elles concernent notamment la réforme du système des Nations Unies, la prise en charge de la dette africaine, l'accès équitable aux services de santé et d'éducation, ainsi que le financement des politiques de lutte contre les pandémies. Dans plusieurs autres domaines, dont celui de la décolonisation en Afrique, de la résolution des conflits et du refus de l'accès au pouvoir par la violence, la diplomatie algérienne demeure un acteur central des efforts de l'Union africaine pour parvenir à des compromis durables, restaurer la stabilité et relancer le développement économique et social. Dans des régions du continent confrontées à des défis majeurs en matière de santé, d'éducation, de droits humains et d'accès aux services essentiels, le rôle de l'Algérie est régulièrement salué. Ces récentes désignations confirment ainsi son influence croissante au sein des organisations africaines et internationales.

CAMPAGNE ÉLECTORALE POUR LES LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

La bataille des programmes

La campagne électorale se poursuit à travers le pays, marquée par une série de meetings populaires et de sorties de proximité au cours desquels les formations politiques ont remis au centre du débat des thèmes récurrents, tels que la valorisation des ressources nationales, la protection des acquis sociaux et le renforcement des capacités économiques locales.

PAR BOUALEM B

Elles ont surtout appelé à une participation massive des citoyens. Abdelali Hassani Cherif, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), a défendu hier, depuis Médéa, une stratégie fondée sur la valorisation optimale du potentiel national, humain et matériel, afin de créer des pôles dédiés à l'agriculture, à l'industrie et à la technologie. Lors d'un meeting à la salle omnisports « Imam Ilyes », M. Hassani Cherif a insisté sur la souveraineté économique, qui passe selon lui par une meilleure exploitation des ressources nationales et un climat d'investissement favorable. Il a également réaffirmé l'attachement de son parti au dialogue politique et à la concertation avec les autres forces politiques pour servir l'intérêt général. À M'sila, le Rassemblement national démocratique (RND) a invité ses candidats à poursuivre la consolidation des acquis économiques et sociaux. Mounder Bouden, secrétaire général du parti, a présenté le programme du RND comme le fruit d'une vision opérationnelle visant à améliorer l'efficacité des politiques de développement et à mettre en place des mécanismes de coordination permettant de remonter les préoccupations des citoyens

aux autorités compétentes. Le RND appelle à un vote massif, soulignant la compétence et l'expérience de ses candidats. Dans l'est du pays, Lamine Osmani, président de Sawt Echaâb, a mis l'accent sur l'importance d'une large participation électorale pour garantir une Assemblée populaire nationale capable de répondre aux attentes des citoyens. Lors d'une rencontre publique à Guelma, il a défendu le choix de candidats plurigénérationnels et qualifiés, aptes à porter les préoccupations locales et nationales. Fateh Boutbig, président du Front El Moustakbal, a qualifié le scrutin de rendez-vous national décisif pour l'avenir du pays. Il a insisté sur la nécessité d'un Parlement fort, capable de proposer des solutions concrètes, et a souligné le rôle central de l'agriculture dans un développement durable fondé sur le soutien aux agriculteurs. De son côté, Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), a réaffirmé à Tizi Ouzou que la défense et le renforcement des acquis sociaux constituaient une « ligne rouge ». Son intervention a lié la protection sociale au soutien de secteurs stratégiques (industrie, agriculture, pêche) et a rappelé l'attention portée aux jeunes, aux diplômés, aux retraités et aux droits des femmes. Le PT a éga-



lement appelé à une application effective de l'impôt sur les grandes fortunes afin d'alléger la charge pesant sur les couches modestes et moyennes. À Mostaganem, Abdelkrim Benmebarek, secrétaire général du FLN, a qualifié les prochaines législatives du 2 juillet d'« étape natio-

nale décisive ». Lors d'un meeting à Sidi Ali, il a insisté sur le fait que ce scrutin dépassait le cadre d'une simple échéance politique. Pour le FLN, il s'agit de renforcer les institutions, de protéger les acquis du pays et de poursuivre le développement pour une Algérie ambitieuse. Le parti voit

dans ces élections un levier pour consolider la démocratie, promouvoir la citoyenneté et ancrer la participation politique, rappelant que servir la nation est une responsabilité sacrée. Abdelkrim Benmebarek a lancé un appel vibrant aux Algériens : « Chaque voix est une confiance, chaque siège est un engagement au service de la patrie. » Une invitation à se mobiliser massivement pour façonner l'avenir du pays. À l'unisson, ces interventions mêlent promesses de réformes économiques, garanties sociales et exhortations à la mobilisation citoyenne. S'il existe des divergences dans les programmes, un constat se dégage : les partis misent sur la relance économique et sur la restauration de la confiance politique par la proximité et la représentation effective des préoccupations locales. À moins de deux semaines du scrutin, les appels à une participation massive se multiplient. Les partis espèrent que cette mobilisation permettra d'élire des représentants capables d'allier ambition économique et protection des acquis sociaux. La question que se posent les électeurs est de savoir si ces discours se traduiront en propositions concrètes et en engagements suivis d'effets une fois les nouveaux élus installés. ■

Les jeunes à l'assaut des bastions politiques

La nouvelle configuration des listes électorales révèle un net regain d'intérêt des jeunes diplômés et des cadres pour la vie politique, marquant une rupture avec la désaffection observée lors des précédentes échéances. À Constantine, cette dynamique se traduit par une forte diversification des profils candidats, mêlant universitaires, professionnels et jeunes indépendants, notamment au sein de la liste « Madjed El Ahrar » composée majoritairement de candidats jeunes et diplômés. Sur le terrain, ces candidats privilégient les réseaux sociaux et les actions de proximité pour compenser leurs moyens limités, tandis que les formations politiques disposent d'un ancrage organisationnel plus solide. Cette évolution relance le débat sur la légitimité politique, opposant les partisans d'une compétence fondée sur le niveau académique à ceux qui défendent l'expérience militante et l'enracinement local. Au final, cette recomposition met en lumière une hybridation entre renouvellement générationnel et expérience politique, appelant à une meilleure articulation entre formation universitaire, engagement citoyen et pratique politique de terrain.

CHOTT MOHAMED, CANDIDAT EL BINA POUR LA WILAYA DE AÏN DEFLA : « Le vote, moteur du changement »



ENTRETIEN RÉALISÉ PAR BOUALEM B.

L'Express : L'abstention reste le grand défi de ces élections. Au-delà des appels à la participation, quel message adressez-vous concrètement aux électeurs hésitants, et surtout aux jeunes, pour leur montrer que leur bulletin peut changer leur quotidien ?

Chott Mohamed : L'abstention est née d'une accumulation de déceptions. Mon message est simple : s'abstenir, c'est laisser les autres décider à votre place. Le changement se construit par des actes, pas par des slogans. Concrètement, nous proposons des mesures contraignantes : imposer des quotas de recrutement des jeunes dans les grands projets et faciliter l'accès au financement (immobilier et matériel) pour les start-ups et microentreprises, en supprimant les lenteurs administratives. Le vote des jeunes est l'outil permettant de porter des

représentants qui leur ressemblent et défendent leurs priorités.

Face à une abstention profonde née de déceptions répétées, le candidat du Mouvement El Bina, Chott Mohamed, détaille des mesures concrètes pour rapprocher les élus des citoyens, stimuler l'économie locale, valoriser la diaspora et protéger les artistes, tout en expliquant pourquoi voter, surtout pour les jeunes, reste le levier le plus efficace de changement.

Beaucoup doutent des institutions élues. Comment comptez-vous restaurer la confiance avec les citoyens de votre circonscription ?

La confiance se gagne par la transparence et la constance. Comme député, je mettrai en place des permanences locales continues, une plateforme numérique pour suivre mon travail parlementaire (questions posées, projets suivis), ainsi que des bilans trimestriels avec la société civile afin de rendre compte, expliquer les choix et reconnaître ce qui reste à faire.

Le président du Mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina, insiste sur la diversification économique et la création de pôles industriels. Quelles lois porterez-vous pour débloquer l'investissement et aider les PME ?

Nous agissons sur trois volets : décentraliser l'octroi du foncier industriel au niveau local afin de réduire les délais ; mettre en place des incitations fiscales progressives pour les entreprises créant des pôles intégrés générant transfert de technologies et emplois locaux ; et simplifier les procédures administratives pour les investisseurs et les PME.

Vous proposez un Conseil supérieur de l'émigration. Concrètement, comment la diaspora se traduira-t-elle en retombées économiques ?

La diaspora est un partenaire stratégique. Nous proposerons une loi organique définissant le rôle de ce Conseil, à la fois consultatif et opérationnel. Nous encouragerons l'investissement via des outils financiers dédiés (obligations diaspora) et offrirons des exonérations douanières et fiscales ciblées pour les projets productifs portés par des expatriés. Nous travaillerons également à faciliter la reconnaissance des compétences et la protection sociale des expatriés, en coordination internationale.

On reproche souvent aux parlementaires de ne traiter que des doléances locales. Comment articulerez-vous proximité et contrôle des politiques publiques ?

Le député n'est pas un maire, mais il doit écouter les préoccupations quotidiennes. Nous recueillerons les doléances, les analyserons et en ferons des outils de contrôle parlementaire : questions aux ministres, commissions d'enquête et amendements lors de la loi de finances. Ainsi, la réalité locale nourrit l'amélioration des politiques nationales.

Quelle est votre feuille de route pour améliorer le statut social des artistes et des créateurs ?

Les artistes méritent une protection réelle. Nous proposerons un statut de l'artiste garantissant couverture sociale, assurance chômage et retraite. Nous renforcerons la protection des droits d'auteur et mettrons en place des incitations fiscales pour encourager l'investissement privé dans la production culturelle et cinématographique.

Si votre groupe a du poids à l'Assemblée, quelle sera votre posture vis-à-vis des projets gouvernementaux ?

Notre approche sera celle d'un partenariat critique et constructif. Nous soutiendrons toute mesure renforçant la souveraineté et la sécurité nationale. Sur les dossiers socio-économiques, nous ne serons pas une chambre d'enregistrement : nous amenderons, proposerons des alternatives chiffrées et, si nécessaire, nous nous opposerons aux textes portant atteinte au pouvoir d'achat ou aux acquis sociaux.

Votre dernier mot...

Cet entretien est l'occasion de clarifier notre vision et de renouer le dialogue avec les citoyens. ■

ALORS QUE QUATRE FOYERS DEMEURENT ACTIFS 19 incendies circonscrits par les sapeurs-pompiers

La Direction générale de la Protection civile a annoncé, hier, dans un bilan national arrêté à 15h00, avoir enregistré 25 départs de feu dans plusieurs wilayas du pays. Dix-neuf foyers ont pu être totalement maîtrisés, quatre sont en cours d'extinction, tandis que deux autres, déjà circonscrits, demeurent sous surveillance. Bien que la majorité des incendies ait été maîtrisée, les éléments de la Protection civile restent en alerte car, selon le Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie, la canicule continuera d'affecter plusieurs wilayas aujourd'hui.

PAR MERIEM K.

Avec des températures caniculaires, la saison estivale débute sous le signe des incendies, signalés dans 19 wilayas du pays. En effet, selon un bilan de la Protection civile, un total de 25 incendies a été enregistré hier à travers le territoire national. Dix-neuf foyers ont pu être totalement maîtrisés, quatre sont en cours d'extinction, tandis que deux autres, déjà circonscrits, demeurent sous surveillance. Ces sinistres ont concerné aussi bien des récoltes agricoles que des arbres fruitiers et des herbes sèches. Les incendies de cultures agricoles ont représenté la majorité des interventions effectuées par les unités de la Protection civile. Un autre sinistre de même nature a été enregistré à Oum El Bouaghi, dans la commune de Hanchir Toumghani. D'autres interventions similaires ont été menées à Tlemcen, où deux incendies de cultures agricoles ont été enregistrés dans la commune de Chetouane. L'un a été éteint mais reste sous surveillance, tandis que l'opération d'extinction se poursuit pour le second.

La wilaya de Tiaret a enregistré un incendie ayant touché un champ de blé tendre d'une superficie de cinq hectares dans la commune d'Aïn El Hadid. Les moyens mobilisés ont permis de maîtriser totalement le sinistre, indique le même bilan.



Dans les wilayas de Djelfa, Khenchela, Aïn Defla, Tipaza, Guelma, Médéa, Mostaganem et Constantine, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour éteindre des feux ayant affecté des arbres fruitiers et des cultures agricoles. Tous ont été totalement maîtrisés. En revanche, à Ouled Rahmoune (Constantine), Tamzoura (Aïn Témouchent) et Sidi M'Hamed Ben Ali (Relizane), les opérations d'extinction se poursuivent.

À Biskra, les incendies ont atteint 11 palmiers au quartier Filiach, dans la commune de Biskra. Le feu a été éteint, mais le site reste sous surveillance. À In Salah, des palmiers ont été affectés dans la commune d'In Ghar. À Ouargla, les efforts se poursuivent pour venir à bout des flammes qui se sont déclarées dans des herbes sèches et des palmeraies de la commune de Hassi Ben Abdallah. La Protection civile a indiqué

que la plupart des incendies recensés ont été totalement maîtrisés. Alors que quatre foyers demeuraient actifs et que deux autres restaient placés sous surveillance au moment de l'établissement du bilan, les services concernés demeurent mobilisés face au risque accru de départs de feu durant la saison estivale, marquée par la hausse des températures et le dessèchement de la végétation dans plusieurs régions du pays. ■

Accidents de la route 4 morts et 251 blessés en 24 heures

Quatre personnes sont décédées et 251 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, selon un bilan de la Protection civile rendu public hier. « Durant la période allant du 20 au 21 juin courant, les unités de la Protection civile ont effectué 191 interventions à la suite d'accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du territoire national, causant quatre décès sur place et 251 blessés », précise la même source. Par ailleurs, une femme est décédée et une autre personne a été blessée à la suite de l'effondrement de la toiture d'une chambre dans la cité Ennasr, commune de Hadj Mechri, dans la wilaya d'El Bayadh, déplore la Protection civile. À Batna, une personne est décédée et une autre a été blessée à la suite de l'effondrement partiel du mur d'une maison lors de travaux de démolition dans la cité Tamchit. Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 598 interventions ayant permis le sauvetage de 406 personnes de la noyade. Elle déplore toutefois quatre décès par noyade enregistrés dans les wilayas de Tlemcen, Jijel, Oran et El Tarf.

ADDICTOLOGIE

Renforcer le système de prévention et de soins



Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a présidé, samedi à l'École nationale de management et de l'administration de la santé (ENMAS) à Alger, l'ouverture du Séminaire national de mise à niveau des centres de soins en addictologie. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a souligné que l'Algérie a connu, depuis la création des premiers centres spécialisés dans la lutte contre l'addiction aux drogues à la fin des années 1990, un développement « progressif et constant ». Il a précisé que le réseau national de lutte contre la toxicomanie regroupe

actuellement cinq centres hospitalo-universitaires spécialisés en addictologie et 50 centres de soins en milieu ouvert répartis à travers les différentes wilayas du pays. M. Aït Messaoudene a indiqué que cette session intervient dans un contexte marqué par « l'intensification des efforts de l'État, en application des orientations des hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour faire face au phénomène des addictions sous toutes ses formes et réduire son impact sanitaire et socio-économique ». À cette occasion, le ministre a souhaité voir les travaux

de cette rencontre déboucher sur des « recommandations pratiques susceptibles de servir de référence pour orienter les décisions et élaborer les textes réglementaires nécessaires, consacrant ainsi un cadre réglementaire clair permettant de définir les responsabilités et de renforcer la coordination entre les différents intervenants », en vue de « promouvoir le système de prévention, de soins et de prise en charge des personnes souffrant d'addictions ». Le ministre a affirmé que cette rencontre, qui vise à renforcer les capacités des personnels des centres de soins en addictologie, s'inscrit dans le cadre des « efforts constants visant à développer et à améliorer la prise en charge des patients souffrant d'addictions, ainsi qu'à promouvoir la qualité des soins et de la prévention ». Pour précision, la cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de cadres de l'administration centrale du ministère, de la directrice de l'ENMAS, de représentants de secteurs partenaires, ainsi que de professionnels de la santé, d'enseignants et de spécialistes des soins en addictologie au niveau national et international. ■

Langue et culture amazighes

Le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a présidé, samedi à Ghardaïa, la cérémonie de sortie de la première promotion d'étudiants en langue et culture amazighes, cycle licence, de l'Institut supérieur de littérature et des langues « El-Ghofrane ». Intervenant à cette occasion, Assad a indiqué que cette promotion, qui porte le nom d'Abderrahmane Ben Aïssa Haouache, chercheur dans le domaine de la culture amazighe, « traduit concrètement l'approche clairvoyante du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de promotion de l'amazighité en tant que facteur essentiel de préservation de l'identité nationale et de consolidation de sa place dans la sphère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ». Il a ajouté que « la sortie, dans la région du M'zab, de cette première promotion de licence dans cette spécialité constitue un nouvel acquis scientifique et culturel qui vient s'ajouter aux nombreux acquis réalisés par l'Algérie dans le domaine de la promotion de la langue amazighe », ce qui « reflète cette volonté nationale ayant fait du savoir, de la formation et de la recherche scientifique des outils fondamentaux de sauvegarde et de valorisation du patrimoine linguistique et culturel national ». Assad a également souligné « la grande importance qu'attache l'État au processus de promotion de l'amazighité, qui ne se limite plus aux seuls domaines de l'enseignement et de la formation, mais s'étend à la recherche scientifique, à l'édition, à la production littéraire et à la traduction, ainsi qu'à la valorisation du patrimoine matériel et immatériel ». L'amazighité « est devenue une langue de recherche, d'étude et de créativité, soutenue par un riche fonds documentaire composé d'ouvrages, de travaux académiques et de publications scientifiques, ce qui reflète la diversité et la vitalité de ce champ cognitif ainsi que son évolution constante », a-t-il encore souligné. Pour le SG du HCA, le choix du nom du défunt Abderrahmane Ben Aïssa Haouache pour baptiser cette promotion « intervient en signe de fidélité et de reconnaissance à ses efforts en faveur de la promotion de l'amazighité et de la préservation du patrimoine linguistique et culturel local, ainsi que de sa transmission aux générations futures de la région ». Lors de cette cérémonie, qui s'est déroulée en présence des autorités de la wilaya de Ghardaïa, à leur tête le wali Abdallah Abi-Nouar, ainsi que de notables locaux, 23 étudiants ayant obtenu leur licence ont été distingués. La famille du défunt Abderrahmane Ben Aïssa Haouache, l'une des figures emblématiques de la culture amazighe dans la région du M'zab, a également été honorée.

AVEC UNE CAPACITÉ DE PRODUCTION DE 2 MILLIONS DE PAIRES PAR AN

L'Algérie abrite la première usine africaine de chaussures Skechers

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a supervisé hier la signature d'un accord de partenariat entre la multinationale américaine Skechers et l'entreprise algérienne Tradivot pour la création de la première usine Skechers en Afrique. L'usine devrait être opérationnelle au premier trimestre 2027, avec une capacité de production de deux millions de paires de chaussures par an.



FATIHA A.

Selon un communiqué du ministère publié hier sur sa page officielle facebook, l'accord a été signé après la réception, par le ministre, d'une délégation de Skechers, notamment le vice-président financier Douglas Parker et le vice-président des ventes internationales Daniel Levy, en présence de représentants de Tradivot.

Ce projet vise à établir la première base industrielle de la marque américaine sur le continent africain, renforçant ainsi la position de l'Algérie comme destination privilégiée pour les investissements industriels étrangers et comme plateforme de production pour les marchés national et international.

M. Rezig a souligné que ce projet s'inscrit dans la stratégie de l'État visant à remplacer les importations par une production nationale, en attirant des investissements étrangers productifs et en développant des partenariats avec de grandes marques internationales. Il a ajouté que le choix de l'Algérie par Skechers

pour sa première usine en Afrique témoigne de la confiance croissante dans le climat d'investissement national et souligne les résultats des réformes économiques entreprises par les pouvoirs publics pour diversifier l'économie nationale et dynamiser la production locale.

L'accord a été signé par Douglas Parker, vice-président des finances de Skechers, et Jamal Ramoul, PDG de Tradivot, ouvrant la voie au lancement du projet industriel.

L'usine devrait atteindre un taux d'intégration locale de 40 %, contribuant ainsi au développement de l'industrie nationale et renforçant les efforts visant à réduire la dépendance aux importations en répondant aux besoins du marché local par une production nationale. Le projet comprend également un programme de formation pour les travailleurs algériens, dispensé par des experts et des formateurs de Skechers, afin de transférer les technologies et le savoir-faire industriel selon les normes internationales reconnues dans le secteur de la chaussure.

Dans un premier temps, la production de l'usine sera dédiée au marché intérieur, les

exportations vers les marchés africains étant prévues pour la deuxième année d'exploitation. Ce projet soutient l'ambition de l'Algérie de renforcer sa présence industrielle et exportatrice au niveau régional.

Skechers est la troisième plus grande marque de chaussures de sport au monde. Fondée en 1992 à Manhattan Beach en Californie, l'entreprise est mondialement connue pour ses technologies de confort, telles que les semelles à mémoire de forme et les modèles sans lacets. La marque étend sa présence en Afrique du Nord et implante sa toute première usine de production hors d'Asie dans la région. Construite en partenariat avec le distributeur local Tradifoot, cette usine est située à Baba Ali (Alger) sur une superficie de 22 000 m².

Les lignes de production modernes de l'usine algérienne devraient débuter en 2027 avec une capacité initiale de 300 000 paires de chaussures, pour atteindre environ 2 millions de paires par an d'ici 2031.

Elle propose une large sélection de chaussures de sport, de marche, de style de vie (lifestyle) et de travail, avec des collections pour hommes, femmes et enfants.

LE PRIX DE L'OR CHUTE DE 87 DOLLARS

Les marchés revoient leurs anticipations

Après plusieurs mois marqués par des records historiques, le marché de l'or traverse une nouvelle phase de correction. Le métal précieux a enregistré une forte baisse sur les marchés internationaux, avec un recul de 87 dollars en une seule séance. Cette chute reflète les changements d'anticipations des investisseurs concernant les taux d'intérêt américains, l'évolution du dollar et les perspectives économiques mondiales. Malgré ce repli, l'or conserve toutefois une performance solide sur l'ensemble de l'année 2026, selon le site lerevenu.

Le prix de l'once troy d'or a enregistré une chute de 87 dollars sur le marché des matières premières COMEX de New York. Ce recul intervient après plusieurs semaines de volatilité et confirme le mouvement de correction observé depuis les sommets atteints en début d'année. L'une des principales explications de cette baisse réside

dans les attentes concernant la politique monétaire américaine. Les investisseurs anticipent désormais une politique plus restrictive de la Réserve fédérale, ce qui soutient les rendements obligataires et renforce l'attrait des placements rémunérés. Or, l'or ne générant aucun revenu, il devient généralement moins attractif lorsque les taux d'intérêt progressent.

La remontée du dollar américain contribue également à la pression exercée sur les cours de l'or. Comme le métal précieux est principalement coté en dollars, un renforcement de la devise américaine tend à rendre les achats d'or plus coûteux pour les investisseurs internationaux. Cette relation inverse entre le dollar et l'or reste l'un des principaux moteurs des mouvements de marché. Cette baisse intervient après une période exceptionnelle pour le métal précieux. L'or avait atteint un record historique proche

de 5 600 dollars l'once au début de l'année 2026 avant d'entamer une phase de consolidation. Plusieurs analystes considèrent que cette correction reflète en partie des prises de bénéfices après une hausse particulièrement rapide.

Les prochaines semaines seront déterminantes pour l'évolution du métal précieux. Les investisseurs surveilleront de près les indicateurs économiques américains, les décisions de la Réserve fédérale et l'évolution de l'inflation mondiale. Si les anticipations de hausse des taux se confirment, la pression sur l'or pourrait se poursuivre. À l'inverse, tout signe d'assouplissement monétaire ou de ralentissement économique pourrait rapidement redonner de l'élan au métal jaune, qui reste l'un des actifs refuges les plus suivis par les marchés financiers.

R.E.

DOTÉ DE FONCTIONNALITÉS AVANCÉES

Tirsam lance le nouvel autobus CO-STAR

Le groupe Tirsam a annoncé le lancement de son nouvel autocar « CO-STAR » de 30 places, doté de technologies modernes conçues pour optimiser le confort et la sécurité des passagers et du conducteur, et disponible immédiatement. Le groupe explique que ce nouvel autocar allie hautes performances et technologies de pointe, garantissant une expérience de transport moderne répondant aux normes de sécurité et de confort les plus exigeantes, que ce soit pour des trajets réguliers ou des services de transport divers. L'autocar « CO-STAR » est équipé d'un système de climatisation performant, de caméras de surveillance à 360° pour une sécurité renforcée, et d'un écran de télévision de 19 pouces avec disque dur et système radio pour le divertissement à bord. L'autocar est également doté de sièges en cuir haut de gamme, d'airbags pour une protection accrue et de ports USB pour recharger les appareils électroniques, assurant ainsi un confort optimal aux passagers. Parmi ses équipements technologiques figure un système intelligent de détection du comportement du conducteur et d'assistance à la conduite, contribuant à améliorer la sécurité routière et la prévention des accidents. Le groupe Tirsam a confirmé que l'autobus CO-STAR représente une solution de transport moderne, alliant qualité, confort et sécurité grâce aux dernières technologies disponibles. Le groupe décrit l'autobus comme performant, confortable et doté d'une technologie de pointe, offrant un niveau de sécurité et de confort optimal à tous les passagers, avec des performances répondant aux divers besoins du transport professionnel.

F.A.

EXPLOITATION DE LA MINE DE GARA DJEBILET

Suivi de l'état d'avancement du projet

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, samedi à Alger, une réunion de coordination consacrée au suivi de l'avancement de la réalisation des infrastructures et ouvrages d'accompagnement du projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet, au niveau des lignes « Béchar-Gara Djebilet » et « Béchar-Oran », indique un communiqué du ministère, selon l'APS. La réunion s'est déroulée en présence de cadres centraux des ministères des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi que du directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et de représentants de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

Elle a été consacrée au suivi de l'état d'avancement des infrastructures et ouvrages d'accompagnement liés au projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet, notamment sur les lignes Béchar-Gara Djebilet et Béchar-Oran déjà réalisées. La rencontre a permis d'examiner les mesures prises pour renforcer les capacités de transport, notamment les systèmes de signalisation, de télécommunications et les équipements finaux liés au plan de transport du minerai de fer, ainsi que les dispositions visant à accélérer le rythme des travaux sur les différents tronçons et ouvrages programmés. Il a été procédé également à l'évaluation de l'état d'avancement des opérations en cours et à l'examen des moyens de lever les contraintes relevées, ainsi que de la situation de réalisation de plusieurs sections et raccordements ferroviaires au niveau de certains axes et ouvrages stratégiques. A cette occasion, M. Djellaoui a insisté sur la nécessité de poursuivre un suivi de terrain rigoureux et de lever l'ensemble des obstacles techniques et administratifs susceptibles de freiner l'avancement des travaux, tout en renforçant la coordination entre les différents secteurs et organismes concernés et en accélérant le rythme de réalisation, afin de garantir le parachèvement de l'ensemble des infrastructures et ouvrages liés à ce projet stratégique dans les délais fixés.

R.E.

ASSAINISSEMENT DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Les walis **passent** à la vitesse supérieure

FATIHA A.

«**En** application des directives des pouvoirs publics visant à améliorer le climat des investissements et à accélérer la mise en œuvre des projets économiques dans les différentes provinces du pays, et conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Said Sayoud, concernant le suivi sur site des projets d'investissement, la levée des obstacles qui les entravent et l'accélération de leur mise en service, plusieurs wilayas ont récemment organisé des réunions des Comités chargés du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement, sous la supervision des walis et avec la participation de divers secteurs et organismes compétents», a indiqué hier le ministère dans un communiqué.

Ces réunions ont été consacrées à l'examen de l'état d'avancement des projets d'investissement enregistrés dans les wilayas, à la résolution des divers obstacles administratifs, techniques et immobiliers susceptibles d'en freiner la mise en œuvre, au suivi des travaux des projets en construction et à la recherche de solutions pour accélérer leur mise en service.

Ces réunions ont également permis, selon le ministère, de renforcer le soutien aux investisseurs et de répondre à leurs préoccupations en impliquant les différentes parties prenantes des projets d'investissement. Il en résulte une simplification des procédures et une coordination des efforts entre les ministères et organismes concernés, concrétisant le principe du guichet unique et améliorant la qualité des services publics offerts aux investisseurs.

Cette approche dynamique sur le terrain s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour créer un climat d'investissement plus favorable et encourager les initiatives économiques productives, conformément aux objectifs nationaux de développement durable et de diversification de l'économie nationale.

Le Ministère de l'Intérieur et des collectivités locales poursuit l'assainissement des projets d'investissement dans plusieurs wilayas qui consiste à lever les obstacles administratifs, techniques et fonciers bloquant les projets économiques. Sous la supervision des walis, des commissions locales identifient et débloquent les dossiers en suspens (permis, raccordements, assainissement, etc.) pour accélérer leur entrée en exploitation.



Sous l'impulsion des autorités, les commissions spéciales évaluent l'état d'avancement des projets sur le terrain et coordonnent les différents secteurs (urbanisme, domaines, environnement) pour délivrer les autorisations nécessaires. L'objectif est de solutionner les problèmes de voirie, réseaux d'assainissement, permis de construire et certificats de conformité qui empêchent des investissements achevés

de créer des emplois. Ce travail d'assainissement est mené en étroite coordination avec l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) pour optimiser le suivi des nouvelles structures productives.

Pour suivre les directives, réunions et circulaires officielles, consultez le site du Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et des transports.

NAFTAL

Cherdoud en visite à Naâma pour évaluer l'avancement des projets

Le PDG de Naftal, Djamel Cherdoud, a effectué hier une visite de travail dans la wilaya de Naâma. Il était accompagné du secrétaire général du syndicat national de Naftal, Abdelhak Omrani, et de plusieurs cadres de l'entreprise.

Selon un communiqué de Naftal publié hier sur sa page officielle facebook, la délégation de Naftal a été reçue par Messaoud Boulaaras, secrétaire général de la wilaya, chargé de la gestion des affaires de Naâma, ainsi que des représentants des autorités civiles et de sécurité locales.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi continu du développement et des projets stratégiques de l'entreprise dans la wilaya, et vise à évaluer l'avancement des travaux sur les différentes installations et projets en cours de construction, notamment ceux liés au renforcement des capacités de stockage et de distribution et au développement du réseau de services. Ces actions contribueront à améliorer la performance et à garantir la continuité de l'approvisionnement des citoyens et des acteurs économiques de toute la wilaya. L'évaluation des projets Naftal s'inscrit dans un vaste plan de développement national (2022-2027) dépassant les ≈ 250 milliards de DZD. Les bilans de réalisation sont menés régulièrement par les instances dirigeantes avec les autorités locales dans le but de moderniser et d'étendre les infrastructures énergétiques à travers le pays. Les travaux de la région Sud-Ouest (Adrar, Tindouf, Béchar) ont fait l'objet d'évaluations récentes. À Béchar, les visites périodiques des cadres dirigeants visent à consolider les projets de proximité. À Illizi, des projets de réhabilitation de stations Naftal (notamment à Ouhanet) ont permis d'augmenter les capacités de stockage et de diversifier l'offre en carburants (Gazole, Sirghaz) pour sécuriser l'approvisionnement le long de la RN3. Les capacités de stockage du centre emplisseur de butane à Sidi Bel Abbès sont en cours de développement (avec un objectif de 10 000 m³) pour sécuriser la desserte en GPL de toute la région. La modernisation urbaine et technologique est évaluée avec l'intégration de bornes de recharge pour véhicules électriques (inaugurée à la station de Chéraga) et le déploiement du Gaz Naturel Comprimé (GNC) dans les stations de la wilaya d'Alger. De plus, Naftal a mis en service des plateformes numériques (facilitant l'achat de pneumatiques) pour optimiser la qualité de ses services. L'évaluation ne se limite plus aux wilayas. Elle s'étend aux projets internationaux, avec de nouvelles perspectives d'implantation de Naftal en Mauritanie et au Niger.

F.A.

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

Arkab souligne l'engagement de l'Algérie à renforcer la coopération

Le ministre d'État et ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a souligné hier à Alger l'engagement de l'Algérie à soutenir les efforts visant à renforcer le dialogue et la coopération entre les États membres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF). Il a également mis en avant la volonté de l'Algérie de développer des projets contribuant à renforcer la sécurité énergétique et à promouvoir le rôle du gaz naturel dans le bouquet énergétique mondial. Ces déclarations ont été faites lors de sa rencontre avec le secrétaire général du Forum, Philippe Michelbella, selon un communiqué du ministère.

La délégation de M. Michelbella, en visite de travail en Algérie, était présente à cette réunion, ainsi que le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures, Samir Bekhti ; le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures, Amine Remini ; le directeur de l'Institut algérien de recherche sur le gaz, Azzedine Adjab ; et d'autres responsables du secteur, selon l'APS.

M. Arkab a souligné la vaste expérience de l'Algérie dans l'industrie du gaz naturel, acquise depuis plus de soixante ans, en matière d'exploration, de production, de transport, de liquéfaction et de commercialisation. Il a noté la volonté de

l'Algérie de partager son expertise avec le Forum et ses États membres en renforçant la coopération technique et scientifique et en échangeant les meilleures pratiques.

De son côté, M. Mchielbela a salué le rôle central de l'Algérie au sein du Forum et sa contribution efficace au soutien de la coopération entre les États membres, louant « ses efforts pour assurer le succès de l'Institut de recherche sur le gaz et renforcer la position du Forum sur la scène énergétique internationale ».

Les deux parties ont également échangé leurs points de vue sur l'évolution des marchés mondiaux du gaz naturel et les défis auxquels est confrontée l'industrie gazière face aux mutations géopolitiques et économiques actuelles, notamment en matière de sécurité d'approvisionnement, de viabilité des investissements et d'évolution de la demande mondiale de gaz naturel, selon la même source.

Les deux parties ont souligné l'importance de renforcer la coordination et la concertation entre les États membres du Forum, dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions du 7e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Forum, accueilli par l'Algérie en mars 2024, et en particulier la « Déclaration d'Alger ». Ils ont également souligné l'importance stratégique du gaz

naturel en tant que ressource fondamentale pour la sécurité énergétique mondiale et pilier essentiel de la transition énergétique, garantissant une transition équilibrée et équitable qui tienne compte des spécificités des pays producteurs et des besoins des pays consommateurs. Ils ont par ailleurs insisté sur la nécessité de poursuivre les investissements à tous les stades de la chaîne de valeur gazière afin de garantir la sécurité d'approvisionnement et la stabilité du marché à long terme. Les deux parties ont également évoqué le projet de gazoduc transsaharien, projet stratégique reliant l'Algérie, le Niger et le Nigeria, qui contribue au renforcement de l'intégration économique et du développement durable dans la région, ainsi qu'à la sécurité énergétique des pays de transit et des marchés internationaux. Ils se sont félicités des progrès accomplis et du lancement effectif de cet important projet, qui témoigne de l'engagement des trois pays à renforcer leur coopération et leur partenariat énergétiques. Dans un contexte connexe, les discussions ont porté sur le rôle croissant du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) en tant que plateforme stratégique de dialogue et de coopération entre les pays producteurs de gaz. L'accent a été mis sur l'importance de renforcer la contribution du Forum à l'analyse de

l'évolution des marchés mondiaux de l'énergie et à l'élaboration de visions communes permettant de rehausser le positionnement des États membres au sein des différents forums et événements internationaux du secteur énergétique. À cet égard, les deux parties ont consacré un temps important au suivi de la mise en œuvre de l'Institut de recherche sur le gaz, l'une des initiatives stratégiques issues du 7e Sommet du GECF, selon le Ministère. La nécessité d'accélérer la mise en œuvre de ses programmes scientifiques et de recherche et de renforcer ses partenariats avec les centres de recherche, les universités et les institutions énergétiques des États membres a également été soulignée. Ceci permettra à l'Institut de jouer pleinement son rôle de pôle international de recherche, d'innovation, de développement des compétences, de renforcement des capacités et d'échange d'expertise, en soutenant l'innovation, le transfert de connaissances et le développement de solutions technologiques durables au bénéfice de l'industrie gazière.

Enfin, la réunion a permis de mieux connaître l'Institut de recherche sur le gaz, sa mission et ses activités de soutien à la recherche scientifique et de promotion de l'innovation dans le secteur de l'énergie, précise le communiqué.

R.E.

APRÈS D'IMPORTANTES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT Derniers préparatifs pour l'ouverture des piscines à Tindouf

Les travaux d'aménagement et de préparation des piscines et bassins publics de la wilaya de Tindouf sont sur le point d'être achevés, dans le cadre d'une vaste opération visant à garantir la disponibilité de ces infrastructures et à accueillir les vacanciers dans les meilleures conditions, à l'occasion du lancement de la saison estivale, a-t-on appris, samedi dernier, auprès de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS). Ces travaux comprennent des opérations de nettoyage, de désinfection et de traitement au chlore, ainsi que des interventions régulières de maintenance et de peinture. Ils englobent également les dernières opérations techniques liées à l'aménagement des bassins et au réglage des équipements, afin d'assurer la mise en service des piscines dans des conditions optimales de sécurité et de confort. Au niveau de la piscine du complexe sportif «El Hamel El Hamel», située dans le quartier El Khenegua à Tindouf, les dernières retouches sont en cours. Elles concernent notamment le remplissage du bassin, l'élaboration du programme de baignade libre et la répartition des séances d'entraînement destinées aux groupes sportifs, qui pourraient dépasser six groupes par jour, à raison d'une trentaine d'enfants par groupe, dans le cadre d'une organisation rigoureuse des activités. Le directeur par intérim de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Senhour, a indiqué que l'ensemble des dispositions techniques et organisationnelles est quasiment finalisé et que l'ouverture des piscines interviendra dans les prochains jours. Il a ajouté qu'un programme quotidien complet a été élaboré, tenant compte des différentes tranches d'âge et combinant formation sportive et activités récréatives. Ces programmes permettront à plus de 200 enfants par jour de bénéficier des activités proposées, dans le cadre de la promotion de la pratique de la natation et de l'élargissement du nombre de bénéficiaires durant la saison estivale, a-t-il ajouté. La piscine devrait également accueillir des séances de formation destinées aux enfants et aux jeunes

Un programme quotidien complet a été élaboré, tenant compte des différentes tranches d'âge et combinant formation sportive et activités récréatives. Ces programmes permettront à plus de 200 enfants par jour de bénéficier des activités proposées, dans le cadre de la promotion de la pratique de la natation et de l'élargissement du nombre de bénéficiaires durant la saison estivale.



souhaitant apprendre à nager ou perfectionner leurs compétences. Une attention particulière sera accordée au suivi régulier des opérations de nettoyage et d'entretien, afin de garantir la qualité de l'eau et le respect des normes sanitaires et de sécurité. Par ailleurs, la piscine «Chahid Ali Ammar» poursuit ses activités selon un programme d'exploitation périodique reposant sur la vidange des bassins, leur nettoyage, leur remplissage et leur traitement avec

des produits désinfectants, afin d'assurer la continuité du service dans les meilleures conditions. Les services chargés de la gestion des deux piscines ont fait état d'une fréquentation importante depuis le début de la saison, reflétant l'intérêt croissant des habitants de la wilaya pour ces espaces de loisirs et de pratique sportive, qui constituent un lieu de détente essentiel durant la période estivale.

CONSTANTINE

Production céréalière prévisionnelle de plus de 2,5 millions de quintaux

Le secteur agricole dans la wilaya de Constantine, prévoit la réalisation au titre de la campagne moissons-battages de la saison 2025-2026, d'une production céréalière dépassant 2,5 millions de quintaux, a indiqué samedi le chef de l'exécutif local, Abdelkhalik Sayouda. S'exprimant en marge du lancement de cette nouvelle campagne depuis l'exploitation agricole Mahmoud Bencheikh Lefgoune, située dans la commune de Messaoud Boudjeriou, le même respon-

sable a indiqué qu'une moisson record de céréales est attendue pour la saison agricole en cours grâce à la disponibilité en quantités suffisantes des semences et engrais et aux conditions climatiques favorables (plus de 550 mm de pluviométrie). Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mis en place pour assurer le bon déroulement de cette opération qui ciblera plus de 90.000 hectares, a souligné le chef de l'exécutif local qui a appelé à une mobilisation des agriculteurs et des riverains pour

mettre en œuvre des mesures de prévention strictes afin de protéger les périmètres agricoles et les sites forestiers contre les incendies. Il est à noter que la campagne moissons-battages 2025-2026, a été lancée en présence, entre autres, des cadres de la direction des services agricoles (DSA) et de la Chambre d'agriculture de la wilaya (CAW) en plus des élus de l'Assemblée populaire communale de Messaoud Boudjeriou.

NÂAMA

Plantation de 3.000 arbustes en milieu urbain au chef-lieu de wilaya

Une campagne de plantation a permis la mise en terre de 3.000 arbustes de différentes espèces dans les espaces verts, les quartiers et les rues du chef-lieu de la wilaya de Nâama, a indiqué, samedi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale. L'opération, qui s'est déroulée au cours des trois derniers mois, a concerné la plantation de 1.000 arbres de haute tige et de 2.000 arbustes ornementaux de diverses variétés au niveau des trottoirs, places publiques,

rues, quartiers et établissements publics, relevant du territoire communal, a précisé le président de l'APC, Ahmed Allali. Les travaux ont été réalisés par une entreprise spécialisée dans les techniques de plantation, qui a veillé à sélectionner des espèces végétales adaptées aux conditions locales. Le même responsable a souligné que les arbustes font actuellement l'objet d'un suivi régulier sur le terrain, comprenant des opérations d'arrosage et d'entretien à l'aide de la technique du goutte-à-goutte, afin de garantir un taux de réussite supé-

rieur à 98%. Cette initiative vise à renouveler le couvert végétal dans les zones concernées et à embellir le cadre de vie, notamment dans les quartiers El Houria, El Moustakbal, le quartier de l'habitat évolutif, celui des 80 logements de fonction, des 336 logements locatifs, ainsi que le lotissement des 599 habitations rurales, entre autres, selon la même source. Parallèlement à cette opération, les services communaux mènent des actions de sensibilisation destinées à développer la conscience environnementale auprès de toutes les catégories de

la population, en particulier dans les zones ciblées, et à encourager les citoyens à préserver ces arbres et à en prendre soin. A l'approche de la saison estivale, les mêmes services intensifient également les campagnes de nettoyage de l'environnement urbain, l'aménagement des trottoirs et des places publiques dans plusieurs quartiers résidentiels, ainsi que la rénovation des réseaux d'éclairage public, dans le cadre d'une initiative visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, a ajouté le même responsable.

MOSTAGANEM

Vers la distribution de 255 logements publics locatifs dans quatre communes

La wilaya de Mostaganem s'apprête à procéder à la distribution de 255 logements publics locatifs (LPL) répartis sur quatre communes, dans le cadre des festivités commémorant le 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, à-on informé, samedi, auprès de la cellule de communication du cabinet du wali. Les daïras concernées par ce programme sont Hassi Mameche, Aïn Tedelès et Sidi Ali, caractérisés que ces logements sont principalement destinés aux catégories sociales aux revenus modestes. Cette opération concerne, notamment, 135 logements publics locatifs dans la commune de Sidi Ali, 50 logements dans la commune de Stidia, 40 logements dans la commune de Tazgait et 30 logements dans la commune de Qued El Kheir.

Après la publication des listes provisoires des bénéficiaires, les services des daïras concernés ont rappelé aux demandeurs de logements publics locatifs que ces listes sont provisoires et non définitives. Elles peuvent faire l'objet de recours dans un délai de huit jours à compter de leur date de publication. A cet effet, quatre espaces d'accueil ont été aménagés au niveau des communes concernées, à raison d'un espace par commune, afin d'orienter les citoyens souhaitant déposer un recours auprès de la commission de wilaya compétente, avant la finalisation des procédures au niveau du guichet unique ouvert à cet effet au siège de la wilaya.

Par ailleurs, la wilaya de Mostaganem se prépare à organiser une vaste opération de distribution de logements à l'occasion du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse. Elle avait déjà annoncé, précédemment, la répartition de 6.233 logements, formules toutes confondues. Une autre opération est également prévue pour le mois de novembre prochain, portant sur 1.000 logements supplémentaires de différentes formules, à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre.

JOURNÉE MONDIALE DE LA MALADIE DE CHARCOT

Les symptômes qui doivent alerter

PAR AMEL B

La maladie de Charcot, connue médicalement sous le nom de Sclérose latérale amyotrophique (SLA), reste l'une des pathologies neurodégénératives les plus redoutées au monde. Insidieuse et progressive, elle attaque les neurones moteurs qui commandent les muscles volontaires, entraînant une perte progressive de la mobilité, puis de l'autonomie, jusqu'à une atteinte respiratoire souvent fatale. Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la SLA touche environ 1 à 2 personnes sur 100 000 chaque année, avec une survie moyenne de 3 à 5 ans après le diagnostic, même si certaines formes évoluent plus lentement.

Le plus souvent, la maladie débute de manière discrète : une faiblesse dans une main, une jambe qui traîne, des objets qui échappent, ou encore des troubles de l'élocution. Peu à peu, la paralysie s'étend, touchant les membres, puis les muscles responsables de la parole, de la déglutition et enfin de la respiration. Malgré cette évolution dramatique, les capacités intellectuelles restent généralement intactes, ce qui rend la maladie particulièrement éprouvante pour les patients et leurs proches.

Dans environ 90 % des cas, la SLA survient sans cause identifiée. Mais la recherche a permis d'identifier des formes génétiques, représentant 5 à 10 % des cas. Les experts soulignent que l'âge reste le principal facteur de risque, la maladie apparaissant le plus souvent entre 50 et 75 ans, avec une légère prédominance chez les hommes. Certains facteurs environnementaux sont également étudiés, notamment le tabagisme, l'exposition à des pesticides ou à des métaux lourds, mais aucun lien unique et définitif n'a été établi à ce jour. Aujourd'hui, la maladie de Charcot ne dispose pas de traitement curatif. La prise en charge repose sur une approche globale : soutien respiratoire, rééducation, assistance nutritionnelle et accompagnement médical spécialisé. Mais l'espoir vient de la recherche, qui progresse rapidement grâce à la

Célébrée le 21 juin, la Journée mondiale de la sclérose latérale amyotrophique, plus connue sous le nom de maladie de Charcot, est l'occasion de sensibiliser le grand public à cette maladie neurodégénérative grave. Souvent méconnue, la maladie de Charcot entraîne une perte progressive de la motricité et de l'autonomie, avec un impact lourd sur les patients et leurs familles. Cette journée rappelle l'urgence d'informer et de mieux comprendre les premiers signes de cette maladie.



génétique et aux thérapies ciblées, laissant entrevoir des traitements plus personnalisés pour les années à venir. Célébrée le 21 juin, la Journée mondiale de la sclérose latérale amyotrophique, plus connue sous le nom de maladie de Charcot, est l'occasion de sensibiliser le grand public à cette maladie neurodégénérative grave. Souvent mé-

connue, la maladie de Charcot entraîne une perte progressive de la motricité et de l'autonomie, avec un impact lourd sur les patients et leurs familles. Cette journée rappelle l'urgence d'informer et de mieux comprendre les premiers signes de cette maladie.

A.B

OUARGLA

Campagne de sensibilisation pour un été sans accidents de la route

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) d'Ouargla a lancé, samedi, une campagne de sensibilisation et de prévention des accidents de la route durant la saison estivale.

Placée sous le slogan «Un été sans accident de la route, une responsabilité de tous», l'initiative a débuté au niveau du barrage fixe jouxtant l'intersection de la route nationale RN-49 et du champ pétrolier Haoud-Berkaoui.

Menée en coordination avec les différents acteurs de la sécurité routière, cette campagne de sensibilisation vise à rappeler aux usagers de la route l'importance du respect du code de la route, ainsi que la nécessité d'éviter les excès de vitesse et la conduite en état de fatigue, comportements figurent parmi les principaux facteurs altérant la concentration et pouvant être à l'origine de graves accidents, a précisé l'adjudant Yacine Zadam, représentant de l'Escadron territorial de sécurité routière.

Elle consiste, entre autres, à prodiguer des conseils et à distribuer des dépliants comportant des orientations visant à promouvoir une culture de la sécurité routière, tout en contribuant à la sécurité des déplacements tout au long de l'été, a-t-il fait savoir.

Prévue jusqu'au 31 août prochain, l'opération s'accompagne d'un dispositif spécial, qui prévoit notamment le déploiement d'effectifs sur les axes routiers les plus fréquentés, a-t-on ajouté de même source.

ATELIERS DE SIMULATION ESTIVALE

Une formation pour harmoniser l'encadrement des Centres de vacances

Les ateliers de simulation des colonies de vacances, organisés samedi au Village méditerranéen d'Oran, ont constitué un espace pratique de formation et de perfectionnement des encadreurs des Centres de vacances et de loisirs. Ils ont permis de reproduire les différents aspects organisationnels et pédagogiques des colonies estivales, tout en intégrant les usages de l'intelligence artificielle dans les programmes éducatifs modernes. Cette simulation ne s'est pas limitée aux activités récréatives et d'animation. Elle a couvert l'ensemble des dimensions de la vie en colonie de vacances, notamment les volets pédagogique, administratif et médical, ainsi que la gestion des situations exceptionnelles auxquelles les équipes d'encadrement peuvent être confrontées durant la saison estivale.

Le directeur de la simulation et président du Centre de formation et d'entraînement de l'Agence nationale des loisirs de la jeunesse (ANALJ), Ismail Debbah, a indiqué qu'environ un millier de participants directeurs, gestionnaires financiers, animateurs, médecins, infirmiers et psychologues ont été répartis sur cinq colonies virtuelles reproduisant le fonctionnement de structures réelles. Il a précisé que cette opération vise à unifier les approches pédagogiques et les méthodes de gestion, en prévision du lancement

des premières sessions estivales prévu le 24 juin, qui se poursuivront par vagues successives jusqu'au 7 septembre prochain.

Il a ajouté que chaque colonie virtuelle est organisée en trois groupes se relayant dans plusieurs ateliers thématiques, dont « la journée de la citoyenneté », « la journée de lutte contre les fléaux sociaux » et « la journée dédiée aux énergies renouvelables et à l'environnement », ainsi que des thématiques liées à la mémoire, à l'identité, au citoyen numérique responsable et au leadership. Les encadreurs s'appuient sur un programme pédagogique unifié et une banque de 250 activités adaptables aux différentes tranches d'âge.

Le même responsable a souligné que les programmes tiennent compte des spécificités des bénéficiaires. Ainsi, des ateliers simplifiés sont proposés aux enfants âgés de 6 à 9 ans, tandis que les jeunes de 14 à 17 ans sont orientés vers des activités adaptées à leur niveau de maturité, telles que des campagnes de nettoyage, la sensibilisation à la citoyenneté et à la participation civique, dans le cadre d'une approche éducative progressive et flexible. Dans ce contexte, l'atelier consacré à l'intelligence artificielle s'est distingué comme une innovation majeure du programme. L'animateur Bilal Kadraoui, de la wilaya de Chlef, a expliqué qu'il vise à initier les enfants à une uti-

lisation sûre et positive de cette technologie, qualifiée «d'arme à double tranchant», en les orientant vers des usages créatifs et éducatifs plutôt que passifs. Cet atelier repose sur des applications pratiques au sein des camps, notamment la production de chansons éducatives à l'aide d'outils d'intelligence artificielle, la conception d'affiches, de dépliants et de récits imaginaires, ainsi que la création de personnages numériques et la transformation d'histoires produites par les enfants grâce à des applications intelligentes. L'objectif est de renforcer leurs capacités créatives et expressives.

Les encadreurs ont affirmé que cette démarche vise à faire passer l'enfant du statut de simple consommateur de technologies à celui d'acteur et de créateur, à travers la réalisation de mini-projets artistiques et éducatifs, en cohérence avec l'orientation générale visant l'intégration des compétences numériques dans la formation des encadreurs et des enfants.

La simulation a également intégré le volet du contrôle et de l'inspection. Les inspecteurs ont participé à des exercices pratiques reproduisant leurs missions sur le terrain dans les domaines administratif, financier et pédagogique, notamment la vérification des documents, du respect des programmes et de l'adéquation des activités

aux tranches d'âge ciblées, à l'image des inspections réalisées dans les centres de vacances.

Par ailleurs, des exercices de gestion de crise et de situations d'urgence ont été programmés dans l'après-midi, à travers plusieurs scénarios, notamment la disparition d'un enfant, un incendie, des cas d'intoxication alimentaire ou diverses blessures, dans le but de renforcer la préparation opérationnelle et d'améliorer la coordination entre les différentes équipes.

Plusieurs participants ont estimé que ces ateliers leur ont permis d'acquérir une vision plus claire des méthodes de prise en charge des enfants, de l'organisation des activités et de la gestion des différentes situations, contribuant ainsi au renforcement de leurs compétences de terrain.

Dans ce cadre, Ibrahim Draï, directeur de colonie de vacances depuis 2008, a indiqué que cette simulation constitue une étape pratique essentielle, permettant aux directeurs de travailler avec de nouvelles équipes et offrant aux encadreurs, notamment les diplômés des récentes sessions de formation, l'opportunité d'acquérir une expérience concrète avant leur prise de fonction. Cela favorise l'adoption d'une vision unifiée et d'une méthodologie plus efficace au sein des colonies de vacances.

ONU

La nouvelle loi européenne sur le retour des migrants critiquée

Le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Volker Turk, a exprimé samedi ses regrets à propos de la nouvelle législation de l'Union européenne (UE) sur le retour des migrants, soulignant que les pays européens ne peuvent pas transférer leurs obligations en matière de droits humains à des pays tiers. «Les pays de l'UE ne peuvent pas simplement externaliser leurs obligations en matière de droits humains», a déclaré dans un communiqué Volker Turk, ajoutant que la détention et le retour de personnes vulnérables, y compris des enfants, constituant des opérations particulièrement sensibles de l'action publique, comportent un risque élevé de violations des droits humains. Il a souligné la nécessité d'accorder une attention particulière à la protection de la dignité humaine, «dans les faits comme dans la loi». «Le droit international des droits humains et des réfugiés est très clair : personne ne doit être renvoyée vers un lieu où il risquerait de graves violations de ses droits», a-t-il martelé. «C'est le principe fondamental du non-refoulement. Il doit être pleinement respecté par tous les pays et territoires, en toutes circonstances», a-t-il ajouté. «Les décisions d'expulsion doivent toujours être fondées sur des décisions individuelles et ne doivent pas prendre effet avant la conclusion des procédures d'appel», a souligné le responsable onusien. Le Parlement européen a adopté un règlement sur le retour des migrants déboutés de l'asile. Cette réforme prévoit notamment la possibilité pour les Etats membres de conclure des accords afin d'établir des centres de rétention hors des frontières de l'UE, appelés «hubs de retour».

Hongrie

Le président limite à deux mandats les pouvoirs du premier ministre

Le président hongrois, Tamas Sulyok, a signé le 16e amendement à la Constitution du pays limitant à deux mandats de quatre ans et l'exercice de la fonction de premier ministre par toute personne, ont été rapportés samedi des médias. Ce document, adopté précédemment par le parlement monocaméral hongrois, a un effet rétroactif et ne permettra pas à l'ancien premier ministre, Viktor Orban, de postuler à nouveau à ce poste. «Le président de la République ne peut examiner l'amendement à la loi fondamentale que du point de vue du respect des exigences procédurales prévues par la loi fondamentale et relative à son adoption. Le président de la République a constaté que l'amendement à la loi fondamentale est conforme à ces exigences et que les conditions pour l'ouverture d'une procédure de contrôle normatif préalable ne sont pas réunies», a indiqué un communiqué du service de presse du palais Sandor, résidence officielle du chef de l'Etat. Ainsi, le président n'a relevé aucune violation dans l'adoption de l'amendement par les députés ni aucune non-conformité à la Constitution. Il a donc décidé de ne pas le renvoyer au parlement avec ses observations ni de le soumettre à l'examen de la Cour constitutionnelle.

RENFORCEMENT DES PARAMILITAIRES DES FSR AUTOUR D'EL-OBEID AU SOUDAN

Le Conseil de sécurité de l'ONU tire la sonnette d'alarme

Le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé, samedi, sa vive inquiétude face aux informations faisant état d'un important déploiement de renforts militaires des Forces de soutien rapide (FSR) autour d'El-Obeid, capitale de l'État du Kordofan du Nord. Dans un communiqué, les membres du Conseil ont fait part de leurs préoccupations concernant le «risque imminent d'atrocités de masse» et ont exigé que les FSR mettent immédiatement fin à leur offensive, soulignant le danger d'une éventuelle attaque terrestre contre la ville. Selon le Conseil, cette nouvelle escalade risque d'aggraver davantage une situation humanitaire déjà critique dans les États du Kordofan. Par ailleurs, l'organe onusien a appelé toutes les parties au conflit à protéger les civils et à respecter leurs obligations au regard du droit international, en rappelant notamment les engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Djeddah. Les membres du Conseil se sont également déclarés particulièrement préoccupés par la recrudescence des frappes de drones et ont insisté pour que les auteurs d'excès soient tenus responsables de leurs actes. Le Conseil a, en outre, souligné l'importance de garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave, tout en exhortant les pays étrangers à s'abstenir de toute ingérence extérieure dans le conflit. Réaffirmant son attachement à l'intégrité territoriale du Soudan, le Conseil de sécurité a rejeté toute tentative des FSR de mettre en place une «autorité gouvernementale parallèle». Enfin, les membres du Conseil ont appelé les parties belligérantes à cesser immédiatement les combats. Le Conseil de sécurité a souligné que la protection des civils devait demeurer une priorité absolue, rappelant que les infrastructures essentielles, les établissements de santé et les convois humanitaires ne doivent en au-

Le Conseil de sécurité de l'ONU met en garde contre un «risque imminent d'atrocités de masse» alors que la capitale de l'État du Kordofan du Nord pourrait faire face à une offensive terrestre. Cette mise en garde intervient alors que les combats se sont intensifiés ces dernières semaines dans plusieurs régions du pays, dans un contexte de crise humanitaire déjà dramatique.



un cas être pris pour cible. Les membres du Conseil ont également réaffirmé leur soutien aux efforts régionaux et internationaux visant à parvenir à un cessez-le-feu durable et à relancer le processus politique au Soudan. Le Soudan est plongé dans un conflit depuis avril 2023, lorsque des affrontements

ont éclaté entre l'armée et les FSR autour du projet d'intégration de cette force paramilitaire au sein des forces armées régulières. Cette guerre a provoqué l'une des pires crises humanitaires au monde, faisant des dizaines de milliers de morts et près de 13 millions de déplacés.

AUSTRALIE

Premier cas de grippe aviaire H5N1

L'Australie a confirmé samedi la détection du premier cas de grippe aviaire hautement pathogène de souche H5N1 sur son territoire, après la découverte d'un oiseau migrateur infecté dans l'État d'Australie-Occidentale.

La ministre australienne de l'Agriculture, de la Pêche et des Forêts, Julie Collins, a annoncé que les analyses réalisées par le Centre australien de préparation aux maladies ont établi qu'un labbe brun retrouvé le 14 juin dans un parc national du sud de l'État d'Australie-Occidentale était mort des suites de la souche H5N1.

Il s'agit du premier cas confirmé sur le continent

australien de cette variante hautement pathogène de la grippe aviaire, qui s'est propagée dans plusieurs régions du monde depuis 2020, provoquant la mort de millions d'oiseaux et d'autres animaux. Selon les autorités, un deuxième oiseau, identifié comme un pétrel géant, a été retrouvé malade à proximité jeudi et a été placé en quarantaine dans le cadre des mesures de surveillance sanitaire. Le gouvernement australien avait auparavant mobilisé 113 millions de dollars australiens (environ 79 millions de dollars américains) afin de renforcer les capacités nationales de préparation face à une éventuelle introduction du virus H5N1.

«Nous avons analysé ce qui s'est produit à l'étranger et en avons tiré des enseignements. C'est pourquoi nous avons investi très tôt», a déclaré Mme Collins. Pour sa part, la vétérinaire en chef de l'Australie, Beth Cookson, a appelé la population à éviter tout contact avec les oiseaux malades ou morts et à signaler immédiatement leur présence aux services compétents chargés de la surveillance des maladies animales. De son côté, la commissaire aux espèces menacées, Fiona Fraser, a indiqué que les autorités devraient déterminer dans les prochains jours si le virus s'est propagé au sein de certaines populations d'oiseaux sauvages du pays.

ROYAUME-UNI

Un mort et plusieurs blessés dans une collision de deux trains

Une collision vendredi entre deux trains de passagers près de Bedford, au nord de Londres, a fait un mort et plusieurs blessés, selon la police des transports britannique, les services de secours indiquant avoir dépêché sur les lieux d'importants moyens. La collision a eu lieu en fin d'après-midi au sud de Bedford, une ville commerçante située à environ 90 kilomètres au nord de la capitale britannique, selon les East Midlands Railway (EMR). «Plusieurs personnes ont été blessées et une personne est malheureusement décédée», a déclaré la police. «Les agents continuent d'intervenir sur place aux côtés de leurs collègues de la police du Bedfordshire ainsi que des services locaux d'incendie, de secours et d'ambulances», a-t-elle ajouté dans la soirée. «A un moment on a été projeté dans le siège opposé, et après j'ai vu de la fumée», a raconté Pete Knapp, un passager, à la Press Association. «Les gens gémissaient, hurlaient, les gens étaient sous le choc et hagards», a-t-il ajouté. «J'ai vu beaucoup de gens qui étaient incapables de parler, avaient les jambes brisées», a encore raconté ce passager, soulignant que des personnes semblaient souffrir «de blessures majeures et potentiellement mortelles». Le secrétaire à la Santé, James Murray, a déclaré qu'il y avait «nombre de blessés». Des images non vérifiées postées sur les réseaux sociaux montrent ce qui semble être deux trains des East Midlands Railway (EMR) après leur collision, l'un encastré dans l'autre et des passagers se trouvant sur les rails. Selon ces images, les deux trains sont restés sur la voie. Un passager a cependant affirmé qu'un des trains avait déraillé. «Nous répondons à des signalements d'une collision impliquant deux trains dans la région de Bedford», avait d'abord indiqué la police des transports. La compagnie EMR avait de son côté fait état d'un incident ferroviaire «entre Londres St Pancras et Leicester».

Luca Zidane :

«Mon père ne se mêle pas de ce que je dois faire»

Longtemps associé à l'immense carrière de son père, Luca Zidane a dû composer avec les critiques qui accompagnent son nom depuis ses débuts professionnels. Désormais engagé dans son propre parcours sous les couleurs de la sélection nationale, le portier de 28 ans est revenu, dans un récent entretien, sur la pression liée à son célèbre nom de famille.

Invité du podcast espagnol Los Amigos de Edu à la veille du premier rendez-vous de l'Algérie face à l'Argentine au Mondial 2026, Luca Zidane a d'abord évoqué son choix de représenter les Verts, malgré un parcours partagé entre la France et l'Espagne :

«Je suis né en France, j'ai grandi en Espagne, mais la raison pour laquelle j'ai choisi de jouer pour l'Algérie, ce sont les origines de mon grand-père. Depuis que je suis petit, il y a une culture algérienne dans ma famille.»

Le gardien des Verts s'est également confié sur le regard porté par sa famille sur ses prestations. Et contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, l'ancien portier de l'Eibar assure que son père n'intervient presque jamais dans l'analyse de ses matches :

«Les critiques ont toujours été là pour moi. Mon père, en tant qu'entraîneur, ne m'a jamais conseillé. On parle beaucoup de football, mais pas avec mon père. Mon père ne se mêle pas de ce que tu dois faire.»

Avant d'ajouter avec humour : «Ma mère, oui. Avec ma mère, tu rentres après un match et elle te dit : "Pourquoi tu as fait ça ?". Toujours. Mon père, très peu.»

Le Fennec a également fait une révélation jusque-là inconnue en dévoilant pour la première fois son recours à un coach mental pour mieux gérer la pression liée à son poste de gardien de but.

«J'ai commencé à travailler avec un coach mental. Je n'en ai jamais parlé. Pour moi, ça a changé ma vie. Surtout dans le football. Parce que je pense qu'aujourd'hui, il est tout aussi important d'être bien mentalement que physiquement.»

A la fin de son entretien, Luca Zidane est revenu avec maturité sur le poids de son nom, qui l'accompagne depuis ses débuts, tout en rejetant les accusations selon lesquelles son parcours serait uniquement dû à son père :

«Ça fait partie de ma vie, je l'ai accepté et j'y suis habitué. Et ça ne me dérange pas qu'on me dise que je suis le fils de Zidane. Ce qui me dérange, en revanche, c'est qu'on me dise que tout ce que je réussis, c'est grâce à mon père. Ça, oui,

c'est quelque chose qui peut m'agacer. Mais pour le reste, qu'on me dise que je suis le fils de Zidane ou que mon père est Zidane, j'en suis ravi. Mais c'est normal, les critiques font partie de la vie. C'est normal que les gens qui ne me connaissent pas pensent : "C'est un piston-né, tout est déjà tracé pour lui dans la vie". Sauf que ce n'est pas le cas, parce que nous sommes très loin de tout ça.»

ALGÉRIE-JORDANIE (CETTE NUIT À 2H00)

Opération rachat pour les Verts à Santa Clara

Plongée en plein doute après son entrée en lice ratée, l'équipe nationale d'Algérie joue déjà son va-tout dans ce Mondial 2026. Les hommes de Vladimir Petkovic affrontent la Jordanie cette nuit à 2h00 du matin (heure algérienne) sur la pelouse du Levi's Stadium, avec l'obligation absolue de l'emporter pour redresser la

barre dans le groupe J.



La lourde défaite concédée d'entrée face à l'Argentine (3-0) a laissé un goût amer et douché l'enthousiasme des supporters. Face aux coéquipiers de Lionel Messi, le manque de répondant a été flagrant. Mais dans ce tournoi à 48 équipes, où le format offre une seconde chance aux quatre meilleurs troisièmes en plus des deux premiers de chaque poule, rien n'est encore perdu. Avec six points encore en distribution, le Onze national conserve son destin entre les mains. L'étape californienne s'impose comme le carrefour obligatoire avant de défier l'Autriche le 26 juin prochain.

Mahrez en leader, Belaïd et Titraoui en embuscade

Pour provoquer l'électrochoc nécessaire, le sélectionneur national a choisi de rompre avec l'attentisme. L'entraînement s'est dé-

roulé dans le calme et loin des caméras, mais le message transmis aux joueurs a été on ne peut plus clair : la qualification exigera un engagement physique et mental de tous les instants. Ce changement d'état d'esprit va se traduire par un remaniement notable de la composition de départ. La nouveauté majeure réside dans le retour du capitaine Riyad Mahrez sur l'aile droite. Préservé lors du premier match, l'attaquant d'Al-Ahli retrouve sa place de titulaire avec le devoir de porter le danger et de rassurer le bloc offensif. Derrière, pour corriger les largesses défensives entrevues à Kansas City, le staff technique envisage d'aligner Zineddine Belaïd dans l'axe pour densifier les duels et stabiliser le secteur aérien. Au milieu, la titularisation du jeune Yassine Titraoui est fortement pressentie. Sa capacité à percuter et à briser les lignes adverses pourrait apporter la verticalité qui a cruellement fait défaut aux Verts.

Se méfier de l'orgueil des « Al-Nashama »

La mission ne sera pas de tout repos face à un adversaire qui partage les mêmes urgences comptables. Également défaite lors de sa première sortie par l'Autriche (3-1), la Jordanie dispute le premier Mondial de son histoire et refuse de faire de la figuration. Les protégés de Jamal Sellami aborderont ce match sans le moindre complexe, déterminés à décrocher un résultat historique. Les camarades de Mahrez sont prévenus : faire preuve de suffisance face à cette équipe blessée équivaudrait à s'exposer à un immense danger.

Un succès cette nuit permettrait aux Verts d'effacer l'ardoise argentine et de retrouver la confiance indispensable pour aborder le choc face à l'Autriche avec des ambitions intactes. Le calcul est simple pour l'Algérie : il faudra se dépouiller sur le terrain pour continuer à exister sur le sol américain.

H.M.

LE PLAN DE JAMAL SELLAMI

Bloquer Maza et piquer en transition

Selon les derniers échos de la presse jordannienne, le groupe a rapidement évacué la frustration des dernières minutes pour se projeter sur le défi algérien. Les joueurs estiment avoir prouvé durant une grande partie du match face à l'Autriche qu'ils avaient le niveau mondial,

et que l'objectif sera désormais de corriger ces sautes de concentration défensive.

Sur le plan de l'échiquier, les médias jordaniens, à l'image des quotidiens Al-Ghad et Al-Rai, mettent en avant la ri-

gueur tactique prônée par le sélectionneur marocain de la Jordanie, Jamal Sellami. Le technicien a particulièrement insisté lors des dernières séances sur la nécessité de bousculer le milieu de terrain des Verts. Le plan de jeu s'articule d'abord autour d'un bloc équipe très compact afin de réduire au maximum les intervalles dans l'entrejeu et asphyxier les maîtres à jouer algériens, notamment le jeune Ibrahim Maza et Hicham Boudaoui. Dans un second temps, les Jordaniens comptent s'appuyer sur des transitions chirurgicales en exploitant la vitesse de projection d'Al-Tamari et d'Olouan sur les ailes pour prendre à revers l'arrière-garde algérienne.

La guerre des chiffres et l'atout psychologique

Pour gonfler à bloc le moral des troupes, les plateformes de supporters et les consultants jordaniens n'hésitent pas à exhumier des statistiques historiques. Un vent d'optimisme souffle sur la confrontation puisque les médias rappellent volontiers que, historiquement en Coupe du monde, les sélections arabes asiatiques affichent un bilan plutôt flatteur face à leurs homologues d'Afrique du Nord.

De plus, l'opinion publique à Amman aime

à souligner la réussite tactique récente des techniciens marocains face au football algérien. Le public y voit un ascendant psychologique non négligeable pour Jamal Sellami à l'heure de défier le staff technique des Verts.

Sur le plan purement physique, tous les voyants sont au vert pour la Jordanie avant le grand départ vers San Francisco. Le staff médical a confirmé qu'aucune blessure majeure n'était à déplorer au sein des 26 convoqués, offrant ainsi l'intégralité de ses forces vives au sélectionneur.

Le patron de la défense, Yazan Al-Arab, a toutefois tenu à mettre en garde ses partenaires dans les colonnes de la presse locale. Face au réalisme des attaquants algériens, il faudra maintenir un niveau de concentration maximal pendant l'intégralité des quatre-vingt-dix minutes pour s'éviter le scénario des buts tardifs encaissés lors du premier match. Pour la Jordanie, décrocher ne serait-ce qu'un point historique face à l'Algérie permettrait de maintenir l'espoir d'une qualification avant d'affronter l'épouvantail argentin. Les Verts sont prévenus, ils auront face à eux une équipe prête à livrer une bataille de tous les instants.

R.S.



APRÈS DEUX ÉCHECS TRAUMATISANTS L'Allemagne survit enfin à la phase de groupe, **la Tunisie sortie**

Après deux échecs traumatisants en 2018 et 2022, l'Allemagne est parvenue à sortir de son groupe pour avancer en 16es de finale du Mondial, dont se sont rapprochés les Pays-Bas et le Japon, au contraire de la Tunisie déjà éliminée.

AToronto, les Allemands ont renversé in extremis (2-1) les Ivoiriens qui ont pourtant mené au score dans un choc qui a tenu ses promesses. A Houston, les Néerlandais, grâce à leur attaque débridée, ont fait voler en éclats la Suède (5-1). A Monterrey, le 1000e match du Mondial a vu les Japonais balayer (4-0) de bien faibles Tunisiens. Difficile à croire quand on évoque les Allemands, quadruples champions du monde, mais le fait est qu'ils n'étaient plus sortis qualifiés d'une phase de groupe depuis 2014. C'était au Brésil et ils avaient fini par coudre une quatrième étoile sur leur maillot. Manuel Neuer était déjà présent, en train de révolutionner le poste de gardien avec des airs de libero, fort d'un jeu au pied valant bien celui de nombreux joueurs de champ. Alors forcément, ce duel du groupe E, face à des Ivoiriens qui avaient également entamé le tournoi par une victoire contre l'Équateur, avait une saveur particulière puisque c'était là le 21e match du joueur du Bayern en Coupe du monde, un record qui laisse Hugo Lloris juste derrière. Mais au grand dam du gardien de 40 ans, ce sont les Eléphants qui ont ouvert le score par Franck Kessié, opportuniste dans la surface pour reprendre un reprise contrée d'Amad Diallo (30e). Un but mérité reflétant l'excellente première période ivoirienne. En seconde période, les Allemands ont réussi à forcer la décision, par l'intermédiaire de Deniz Undav, qui a remplacé Jamal Musiala guère en vue. L'attaquant de Stuttgart a d'abord repris de près un centre de Nadiem Amiri (68e), puis il a marqué d'un tir en pivot après une lumineuse ouverture de Felix Nmecha dans le temps additionnel (90+4). L'Allemagne, troisième nation qualifiée après le Mexique et les États-Unis, est en outre assurée de finir en tête du groupe E, puisque l'Équateur et Curaçao sont restés dos à dos (0-0) à Kansas City. Un premier point historique pour le plus petit participant de l'épreuve, qui jouera sa qualification face à la Côte d'Ivoire, en meilleure posture avec ses 3 points.

Les Pays-Bas décollent

Après leur entrée en matière corsée contre le Japon (2-2), les Néerlandais ont été impressionnants contre des Suédois totalement dépassés. Le sélectionneur Ronald Koeman n'avait opéré qu'un changement, mais quel changement ! Brian Brobbey, positionné en pointe pour apporter sa présence physique et sa percussive, a marqué deux buts en moins de 17 minutes.

Cody Gakpo, l'ailier de Liverpool, y est allé ensuite de son propre doublé, avant que Cryscencio Summerville, sorti du banc, ne vienne enfoncer le clou (5-1). Les Pays-Bas, qui comptent parmi les sérieux outsiders du Mondial, sont en tête du groupe F avec 4 points, comme le Japon qui compte la même différence de buts (+4) mais en a marqué un de moins que les Néerlandais, en dépit de la correction infligée aux Tunisiens. Pour les Aigles de Carthage, il n'y a pas eu d'effet Hervé Renard, nommé quatre jours après avoir remplacé Sabri Lamouchi, limogé dans la foulée de la déroute contre la Suède (5-1). La punition a été la même dans les grandes largeurs, comme celles offertes en défense aux «Samourais bleus» qui se sont régalés à l'image d'Ayase Ueda auteur d'un doublé. À sens unique, le 1.000e match de l'histoire de la compétition, créée par Jules Rimet et éternisée en Uruguay en 1930, aura au moins été prolifique en buts. De quoi garder un rythme élevé dans ce début d'édition puisque 109 ont été marqués en 36 rencontres (3 de moyenne).



Leur dernière défaite remonte à... 2010

Les Néerlandais battent un record hallucinant

Les Pays-Bas en mission. Contrariés par le Japon en ouverture de leur Coupe du monde (2-2), les Néerlandais ont remis les pendules à l'heure ce samedi en balayant la Suède 5-1 à Houston, laissant les Suédois passer du statut d'ogre, contre la Tunisie (5-1), à celui de bête blessée, au Texas. Grâce à deux doublés de Brian Brobbey et Cody Gakpo, les joueurs de Ronald Koeman ont roulé sur ceux de Graham Potter, sans solution pour contrer les vagues orange, tant sur le terrain que dans les tribunes.

Les Pays-Bas, qui confirment qu'ils comptent parmi les favoris du Mondial 2026, sont en tête du groupe avec 4 points.

Cette victoire face aux Nordiques permet aux Pays-Bas de battre le record d'invincibilité dans un Mondial avec un 14e match sans défaite, rappelle Opta, qui ajoute que les Néerlandais ont également battu le record d'invincibilité en phase de groupes (18). La dernière défaite des Oranje remonte à la finale perdue contre l'Espagne en 2010 à Johannesburg. Depuis, les deux éliminations sont intervenues aux tirs au but et ne sont statistiquement pas considérées comme des défaites. Ils étaient tombés en 2014 contre l'Argentine en demi-finales (0-0, 2-4 aux t.a.b.), avant de subir la loi du même adversaire en 2022 en quarts de finale (2-2, 3-4 aux t.a.b.), et étaient restés invaincus durant ces deux phases de poules. Ils n'ont, entre-temps, pas participé à l'édition 2018.

POUR SON 3E MATCH FACE À L'EGYPTE

L'Iran pourra enfin arriver en avance



Le sélectionneur iranien Amir Ghalenoei, qui s'est de nouveau insurgé samedi du traitement de l'administration américaine avant d'affronter la Belgique, a toutefois annoncé que son équipe devrait pouvoir arriver en avance pour son troisième match à Seattle la semaine prochaine.

Le technicien a expliqué lors d'une conférence de presse à Los Angeles que l'Iran pourrait a priori arriver à sa convenance avant son dernier match face à l'Égypte à Seattle prévu le 26 juin, soit

deux jours plus tôt au lieu d'un jour comme cela a été le cas pour leurs deux premières rencontres.

Après un nul inaugural décevant contre la Nouvelle-Zélande (2-2), les Iraniens sont revenus à Los Angeles pour affronter la Belgique dimanche midi (21h, heure française), leurs espoirs de qualification intacts. L'équipe, qui s'est en dernière minute rabattue sur la ville mexicaine de Tijuana pour installer son camp de base, n'a pas reçu de visas américains pour une douzaine de membres de son encadrement et se plaint d'allers-retours transfrontaliers difficiles.

Amir Ghalenoei a encore expliqué que la Fifa l'avait prévenu vendredi à la mi-journée d'un possible départ dans la soirée pour Los Angeles, qui ne s'est pas produit.

«Ca nous affecte mentalement. Je sais que la Fifa fait de son mieux, mais ça ne veut pas dire qu'ils réussissent», a-t-il regretté, ajoutant avoir dû écourter leur entraînement samedi.

Alors que sa fédération avait dit jeudi avoir déposé un recours auprès de la Fifa, le sélectionneur a assuré l'inverse, tout en continuant de se plaindre du manque d'équité sportive.



ELLES N'APPORTENT RIEN, SELON LUI

Bielsa se paie les pauses fraîcheur

On le sait bien en France et particulièrement à Marseille et à Lille, on peut compter sur Marcelo Bielsa pour dire tout le mal qu'il pense d'une innovation. Et on avait assez peu de doutes sur ce que pensait l'Argentin des «pauses fraîcheur», en fait des coupures pub au milieu des deux périodes. Une innovation de cette Coupe du monde qui agace les supporters et téléspectateurs mais réjouit les coaches car cela leur offre une «fenêtre de tir» pour recadrer leur équipe.

«Jouer quatre périodes au lieu de deux altère la conception même du football», a estimé le sélectionneur de l'Uruguay à propos de cette nouveauté imposée par la Fifa dans ce Mondial 2026, afin de répondre aux fortes chaleurs éprouvantes pour les joueurs en leur

octroyant un temps de récupération et d'hydratation de trois minutes.

«On n'a pas pensé aux conséquences que cela peut avoir sur ce sport, mais plutôt à un autre type de répercussions», a ajouté Bielsa, évoquant sans les nommer les immenses bénéfices générés par les pages publicitaires à la télévision durant ce laps de temps. Au point qu'elles durent parfois plus longtemps que prévu et retardent la reprise de la rencontre. «Avant que ne soit prise cette décision, le football avait une caractéristique, maintenant il en a une autre», a-t-il ajouté, comparant cette nouveauté à la VAR qui, selon lui, n'a fait que améliorer le football. «Les conclusions que je suis en train d'exposer ne sont pas les miennes, ce sont celles que

j'entends constamment et auxquelles j'adhère», a-t-il précisé.

Le sélectionneur de l'Uruguay a en revanche à peine évoqué le match de dimanche contre le Cap-Vert, qui avait surpris la planète foot en réussissant un match nul 0-0 contre l'Espagne lors de la première journée du tournoi.

A Miami, la Celeste tentera de donner une meilleure image que lors du nul concédé (1-1) contre l'Arabie saoudite.



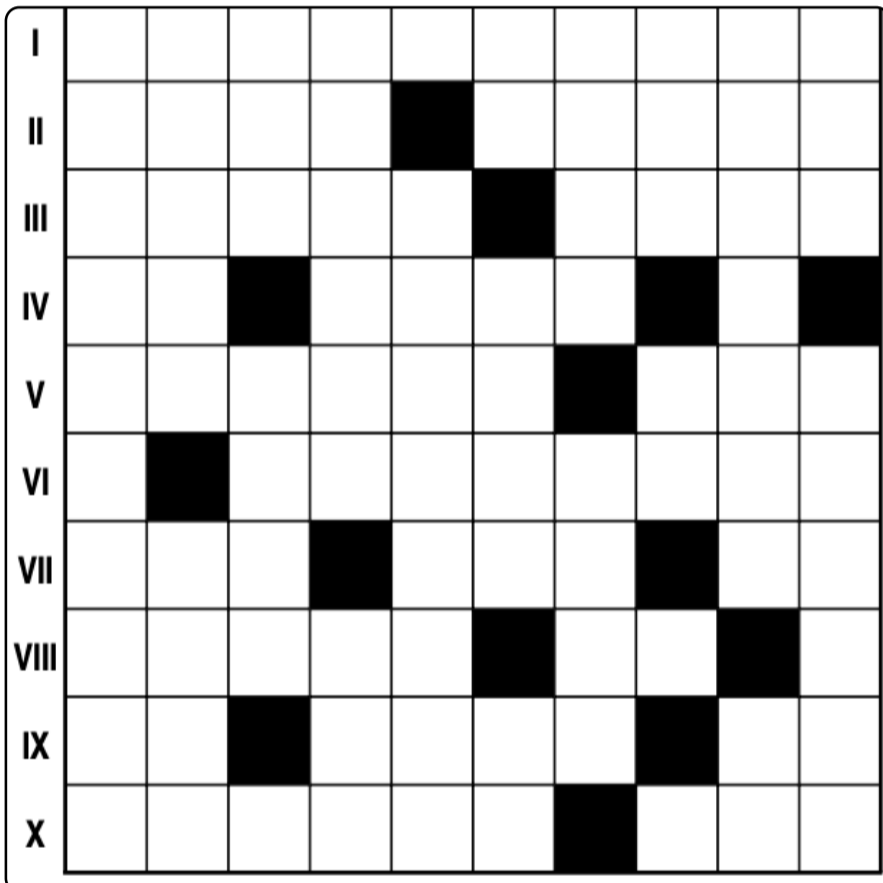
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

- I. Cépage de Bourgogne blanc. II. Déesse grecque. Arbre pleureur.
- III. Sous-préfecture de Saône-et-Loire. Ablution. IV. Petit monsieur anglais. Embarcadère. V. Capitale des vins de Bourgogne. Bruit.
- VI. Sauce bourguignonne pour les oeufs. VII. Brame. Pied de vigne. En ville. VIII. Bible hébraïque. Ville sur la Tille (en Côte-d'Or).
- IX. 3ème personne. Ville de l'Yonne. Métal précieux. X. Rivière frontière entre la Pologne et l'Allemagne. Raisin pressé.

VERTICALEMENT

- 1. Grand cru de Bourgogne. 2. Partie du jour. Dieu des vents.
- 3. Savoir-faire. Âpre. 4. Enroué. En plein dans la nasse. 5. Un peu bêtas. 6. Vertèbre. Brasse de l'air. Négation. 7. Post-impressionniste. Ils sont plein de blé. 8. Mélangea les couleurs. Petit saint. 9. Cépage blanc de Bourgogne. Donne le choix. 10. Monnaie asiatique.



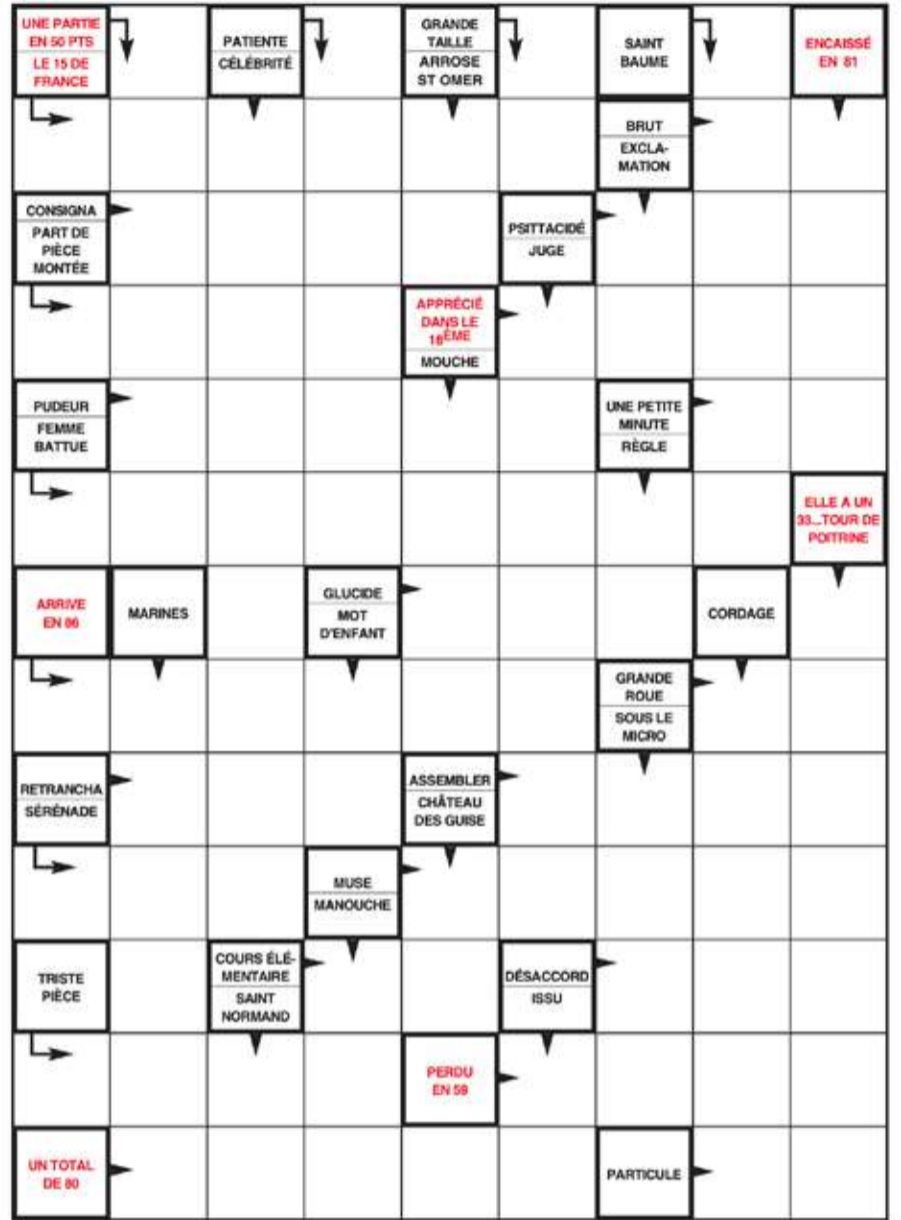
MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : constellation

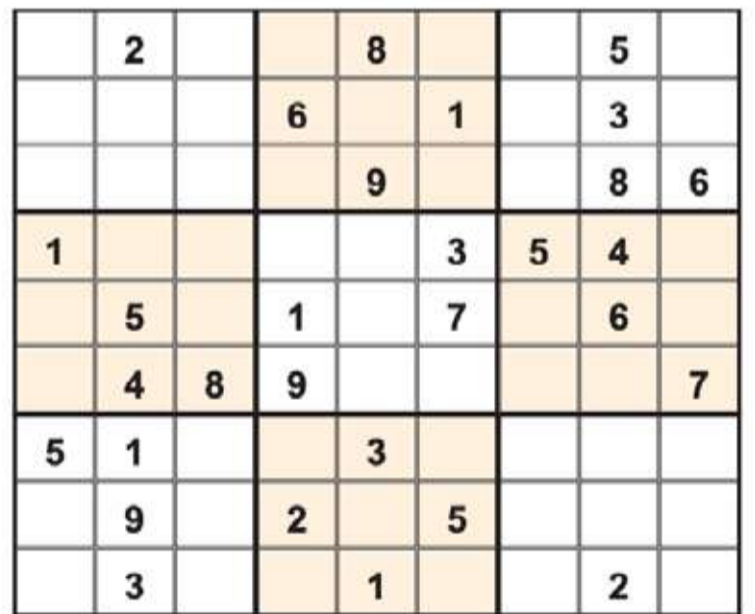
- | | | | | | |
|-----------|---------|---------|------------|----------|---------|
| AILERON | CIVIL | FRAISE | MARMITE | PIANO | SPIRALE |
| ALPAGE | COCON | FRICHE | MELODIE | PISTOLET | TAMBOUR |
| BETON | CONVIVE | GARAGE | MILLION | PLACE | VEINE |
| BISEAU | COPIE | GOULAG | MINEUR | PODIUM | VENAL |
| CABINE | COUPOLE | GOULOT | MOMIE | PORTION | VERANDA |
| CASCADE | DIESEL | GREC | MOTEUR | SABRE | VERRUE |
| CIBLE | ECHEC | INDEX | MUSCLE | SCHEMA | VIVIER |
| CITADELLE | ETAIN | MAGASIN | PATHOLOGIE | SCORBUT | |



LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO



SOLUTION

LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



RECONNAISSANCE D'UN LONG TRAVAIL SUR LA MÉMOIRE SCIENTIFIQUE À BÉJAÏA

Gehimab accrédité par l'UNESCO

Avec cette accréditation, Gehimab rejoint le cercle restreint des organisations non gouvernementales dotées d'un rôle consultatif auprès de l'UNESCO dans le domaine du patrimoine culturel immatériel. Plusieurs de ses projets figurent déjà parmi les bonnes pratiques de sauvegarde reconnues par l'Organisation.



NASSIM TERKI

Reconnu par l'UNESCO, Gehimab voit son travail sur l'histoire scientifique de Béjaïa couronné à l'international. Le Groupe d'études sur l'histoire des mathématiques à Béjaïa au Moyen Âge (Gehimab) vient d'obtenir son accréditation auprès de l'UNESCO au titre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Une reconnaissance internationale qui ne concerne que 59 organisations dans le monde et qui vient consacrer plus de trois décennies de travail scientifique et patrimonial. Dans un message de félicitations, la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, a salué cette distinction, estimant qu'elle illustre la portée d'un travail de fond consacré à la valorisation de la mémoire intellectuelle de Béjaïa et, plus largement, du patrimoine scientifique algérien. Créé le 23 décembre 1991, Gehimab est placé sous la direction du professeur Djamil Aïssani, dont les

travaux ont largement contribué à structurer et à orienter les recherches menées par le groupe. Celui-ci s'est attaché à revisiter l'histoire scientifique de Béjaïa, en particulier entre le Moyen Âge et le XIXe siècle, en mettant en évidence les apports locaux dans des disciplines telles que les mathématiques commerciales, l'astronomie ou encore la navigation.

Au fil des années, le champ de recherche du groupe s'est élargi pour intégrer des dimensions relevant du patrimoine immatériel, notamment les traditions soufies, ainsi que des manuscrits arabes et amazighs rares. Une démarche qui vise à replacer Béjaïa dans toute son épaisseur historique et culturelle, au croisement des savoirs écrits et des transmissions orales.

Gehimab s'est également investi dans des actions concrètes de sauvegarde et de valorisation du patrimoine. Il a ainsi participé à la création du Centre de documentation sur l'histoire de Béjaïa (CDHB), du Musée de l'eau de Toudja et du Musée de géologie, tout en contribuant à la préservation de biblio-

thèques et de fonds anciens, dont « Afniq n Cheikh El Mouhoub ».

Ce travail a été couronné par plusieurs distinctions, dont le prix « Outstanding Academic Title 2024 », décerné par l'Association américaine des bibliothèques, ainsi que le Bouclier du mérite culturel en Algérie, en reconnaissance de la qualité et de la continuité de ses travaux.

Avec cette accréditation, Gehimab rejoint le cercle restreint des organisations non gouvernementales dotées d'un rôle consultatif auprès de l'UNESCO dans le domaine du patrimoine culturel immatériel. Plusieurs de ses projets figurent déjà parmi les bonnes pratiques de sauvegarde reconnues par l'Organisation.

À travers cette reconnaissance, c'est également la ville de Béjaïa qui voit réaffirmée sa place historique en tant que centre méditerranéen du savoir et de la production scientifique, dont l'héritage continue d'alimenter les travaux de recherche contemporains.

PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL
L'ASSOCIATION IMEKRES DE GHARDAÏA OBTIENT SON ACCRÉDITATION AUPRÈS DE L'UNESCO

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a adressé ses félicitations à l'Association Imekres pour le patrimoine et le folklore, basée dans la plaine de l'Oued M'zab à Ghardaïa, à la suite de l'obtention de son accréditation internationale auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Grâce à cette reconnaissance officielle, l'association rejoint le cercle des organisations accréditées dans le cadre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. À ce jour, seules 59 organisations à travers le monde bénéficient de ce statut, ce qui confère à cette distinction une portée particulière.

Dans son message, la ministre a souligné que cette consécration internationale témoigne du rôle actif de l'Algérie dans la préservation et la valorisation de son patrimoine culturel immatériel. Elle a estimé que cette reconnaissance vient conforter les efforts déployés en faveur de la sauvegarde des expressions culturelles et des traditions populaires qui constituent une composante essentielle de l'identité nationale.

Mme Bendouda a également salué la participation du professeur ingénieur Omar Bekli, représentant de l'Association Imekres, lors de cette rencontre internationale. Elle a mis en avant sa présence en tenue traditionnelle algérienne, considérant qu'il a représenté avec distinction aussi bien l'association que l'Algérie dans ce cadre consacré à la protection du patrimoine culturel immatériel.

Implantée dans la région de l'Oued M'zab, l'Association Imekres pour le patrimoine et le folklore œuvre à la préservation et à la transmission des traditions et des expressions culturelles locales. Son accréditation auprès de l'UNESCO constitue une nouvelle reconnaissance du travail accompli dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine immatériel et vient renforcer la présence de l'Algérie au sein des mécanismes internationaux dédiés à la protection et à la promotion de ce patrimoine.

N.T.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARTISTE

Trois jours de festivités au Théâtre régional de Béjaïa

Le Théâtre régional Abdelmalek Bouguermouh de Béjaïa a donné, samedi, le coup d'envoi d'un programme artistique et culturel organisé à l'occasion de la Journée nationale de l'Artiste. Prévue jusqu'au 22 juin, cette manifestation met à l'honneur les artistes et créateurs qui ont contribué, par leurs œuvres et leur parcours, à l'enrichissement de la scène culturelle nationale. Les festivités ont débuté avec une exposition de photographies consacrée au regretté Tahar Khelfaoui. Présentée quotidiennement

de 9h à 16h dans le hall du théâtre, cette rétrospective revient sur plusieurs moments marquants de la carrière de l'artiste disparu. À cette occasion, le foyer du théâtre a été baptisé « Galerie artistique de l'artiste Tahar Khelfaoui ». Un hommage a également été rendu à sa famille afin de perpétuer sa mémoire et de saluer son apport au paysage artistique national. La première journée, marquée par plusieurs animations artistiques, a vu se succéder une prestation musicale de Rahima Khelfaoui, fille du regretté artiste, un concert

de chanteur Mahmoud Nechaz ainsi qu'un spectacle de magie présenté par Fayçal Boudjelaba, connu sous le nom de scène « Fafou ». Les célébrations se poursuivront aujourd'hui à partir de 16h avec une soirée artistique animée par Tarek Ayad, El Hadi Boubeker et Nadir Bouchenoua. Une rencontre qui réunira les amateurs de musique dans une ambiance festive placée sous le signe de la diversité et du partage. La clôture de cette manifestation est prévue pour demain, 22 juin, avec un nouveau rendez-vous artistique réunissant Slim Biati,

Hafidh Djouama, H'sino Fadhli et Ziad Mazouzi. Cette dernière journée sera également marquée par un hommage à plus de soixante-dix artistes de la wilaya de Béjaïa, en reconnaissance de leur contribution au rayonnement de la culture et de la création artistique dans la région. Les activités se déroulent dans la grande salle Nouria Kaserli du Théâtre régional Abdelmalek Bouguermouh de Béjaïa, qui accueille durant trois jours artistes, créateurs et amoureux de la culture dans un esprit de célébration et de transmission.

Trait d'esprit

“Il vaut mieux suivre le bon chemin en boitant que le mauvais d'un pas ferme.”

Saint-Augustin

Leïla Asslaoui reçoit l'ambassadeur d'Espagne



La présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Asslaoui, a reçu hier l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Ramiro Fernández, pour une visite de courtoisie au siège de l'institution. En présence de membres de la Cour, du secrétaire général et du chef de cabinet, les deux parties ont salué la force des liens entre l'Algérie et l'Espagne, ainsi que leur coopération multiforme. Cette rencontre a aussi permis d'échanger sur les moyens de renforcer la collaboration en matière de justice constitutionnelle et de promotion de la culture constitutionnelle. Toutes deux ont insisté sur l'importance de poursuivre les échanges d'expériences, la formation et la concertation, afin de servir les intérêts communs et de consolider l'amitié entre les deux cours constitutionnelles.

Timezrit-Béjaïa

Hygiène dans certaines boulangeries : des pratiques qui inquiètent les clients

PAR IDIR MEHDAOUI

Dans plusieurs boulangeries de proximité de la commune de Timezrit, située à une quarantaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa, les clients expriment de plus en plus leur inquiétude face à certaines pratiques qu'ils jugent peu conformes aux règles élémentaires d'hygiène. Au cœur des critiques : la manipulation du pain à mains nues, y compris après avoir manipulé de l'argent, sans utiliser de gants ni de sachets. Selon plusieurs témoignages recueillis sur place, il n'est pas rare de voir le personnel servir le pain directement avec les mains, en passant de la manipulation des espèces à celle des produits destinés à la consommation. Une situation qui suscite des interrogations, notamment sur le respect des normes sanitaires dans ce type d'établissement. Interrogés sur l'absence de gants ou l'utilisation de sachets pour manipuler le pain, certains employés réagiraient parfois de manière sèche, estimant maîtriser leurs pratiques quotidiennes. Des réponses telles que « je connais mon travail » ou encore « si vous n'êtes pas satisfait, n'achetez pas » sont parfois rapportées par des clients, traduisant un malaise dans la relation entre commerçants et usagers. Au-delà des réactions individuelles, cette situation met en lumière la nécessité de sensibiliser le personnel des commerces de denrées alimentaires, en particulier des boulangeries, aux règles d'hygiène. Pour de nombreux clients, l'utilisation systématique de gants ou de sachets jetables serait une mesure simple, mais essentielle, pour garantir une meilleure hygiène et restaurer la confiance. Cette situation est d'autant plus préoccupante en période estivale, lorsque les fortes chaleurs favorisent la prolifération et la transmission de maladies d'origine alimentaire ou bactérienne. Face à ces constats, les citoyens appellent les services d'hygiène et de contrôle de l'APC à renforcer leurs interventions et à mettre un terme à ces pratiques, afin d'assurer le respect strict des normes sanitaires et de préserver la santé publique.

Triki établit un nouveau record en Allemagne

Le triple-sauteur algérien Yasser Mohamed Tahar Triki a établi dimanche en Allemagne, un nouveau record du Meeting Tage Der Überflieger, avec un bond à 17,39 mètres, réussi à son deuxième essai. L'international algérien, sociétaire du CR Belouizdad, avait démarré « du bon pied » cette compétition du circuit Silver Continental Tour, organisé les 20-21 juin dans la ville d'Essen, en faisant valider une première tentative à 17,14 mètres, avant d'enchaîner directement avec un essai à 17,39 mètres, considéré comme un nouveau record de ce meeting. Une performance qui intervient 48 heures seulement après son exploit à Doha, à l'occasion d'une étape de Ligue de Diamant, pendant laquelle il avait établi un nouveau record national, à 17,67 mètres, réalisé au troisième essai. Une régularité qui prouve que Triki est revenu à son meilleur niveau, et qu'il faudra compter avec lui lors des prochains grands rendez-vous internationaux.

Zakat 1447 : le nissab fixé à 2 295 000 DA

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé, dans un communiqué, que le nissab de la Zakat pour l'année 1447 de l'Hégire a été fixé à 2 295 000 DA. Ce montant correspond à la valeur de 20 dinars d'or, soit 85 grammes, sur la base du prix de l'or 18 carats établi à 27 000 DA le gramme par l'AGENOR en début d'année hégirienne. Il a été rappelé que toute personne détenant une richesse (en espèces, biens commerciaux ou marchandises) égale ou supérieure

à ce seuil pendant une année lunaire complète doit s'acquitter de la Zakat, soit 2,5 % de la valeur totale, évaluée au cours du marché le jour de l'échéance. Pour faciliter le versement, le ministère met à disposition des citoyens les comptes CCP des wilayas de l'Office national des Wakfs et de la Zakat, ainsi que les caisses de la Zakat installées dans les mosquées à travers tout le pays, afin d'assurer une collecte et une distribution conformes à la Sunna du Prophète (QSSSL).

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

L'ALGÉRIE RETIRÉE DE LA LISTE GRISE DU GAFI

Le chef de l'État salue un grand accomplissement

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a salué, hier, la sortie de l'Algérie de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI), qu'il a qualifiée de « grand accomplissement ». Une décision qui consacre les efforts déployés par les pouvoirs publics pour assainir le système financier national et renforcer la crédibilité du pays auprès des institutions internationales.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs dossiers, notamment la mise en service du portail national des services numériques, les moyens de lutte contre les incendies, le financement du premier tronçon de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Meniaâ, ainsi que la création du Conseil supérieur de la communauté scientifique nationale à l'étranger et de l'Agence nationale des patrimoines, indique un communiqué de la Présidence de la République. Lors de cette réunion, le chef de l'État a adressé ses félicitations et ses remerciements au ministre des Finances, au gouverneur de la Banque d'Algérie ainsi qu'à l'ensemble des cadres et travailleurs du secteur des finances pour avoir permis à l'Algérie de sortir de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI). À cette occasion, il a rappelé que l'image de l'Algérie avait été fortement affectée sur la scène internationale par les dérives financières et les pratiques illégales qui prévalaient avant 2019. Il a souligné que cette décision constitue une reconnaissance internationale des réformes engagées et de l'éloignement définitif du pays des pratiques de blanchiment d'argent et des crimes liés aux mouvements illicites de capitaux. Le président Tebboune a également instruit les ministres des Finances et de la Justice de veiller, avec la plus grande rigueur, à prévenir toute infraction dans les transactions financières et à garantir la transparence, en cohérence avec les réformes économiques, financières et judiciaires engagées depuis 2019. Concernant le portail national des services numériques, le chef de l'État a indiqué que sa mise en exploitation effective vise à améliorer la gestion publique, à réduire les coûts et à accroître l'efficacité des services rendus aux ci-



toyens. Il a, dans ce cadre, chargé le Haut-commissaire à la numérisation d'élaborer une cartographie sociale nationale avant la prochaine rentrée sociale, dans la perspective de renforcer la justice sociale grâce à une gouvernance moderne fondée sur le numérique. S'agissant du projet ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Meniaâ, le président a ordonné l'accélération du lancement des différents chantiers de cette infrastructure stratégique, soulignant ses retombées attendues en matière de dynamisation de l'activité économique et de création d'emplois. Il a également insisté sur la nécessité de raccorder Hassi Messaoud à cette ligne afin de réduire les coûts logistiques et de soutenir les exportations issues de la nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud, dont l'entrée en service est imminente. Le Conseil des ministres a par ailleurs approuvé la création du Conseil supérieur de la communauté scientifique nationale à l'étranger en tant qu'organe consultatif placé auprès de la présidence de la République et doté d'une autonomie administrative et financière. À cette occasion, le président de la République a lancé un appel aux compétences algériennes établies

à l'étranger afin qu'elles contribuent, à travers leur expertise et leurs expériences, au développement du pays et à son accession au rang des nations avancées. Le chef de l'État a également exprimé la fierté de la nation envers ses élites scientifiques à travers le monde, réaffirmant sa volonté de leur offrir toutes les conditions nécessaires pour participer, aux côtés de leurs homologues établis en Algérie, à l'essor du pays. Concernant le patrimoine archéologique, le président Tebboune a insisté sur la nécessité de redynamiser les activités de recherche et d'exploration archéologiques, afin de dépasser la seule valorisation des sites déjà découverts et d'encourager de nouvelles fouilles portant sur les différentes périodes de l'histoire de l'humanité en Algérie. Dans ce cadre, il a ordonné la création d'une Agence nationale des patrimoines, dotée d'une autonomie de gestion et d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial. Cette agence disposera également d'une police spécialisée chargée de la protection et de la surveillance des biens patrimoniaux et sera placée sous la tutelle directe de la présidence de la République. Y.R.

Mondial U20 en Chine

L'Algérie vise une prestation honorable

La sélection algérienne féminine de handball des moins de 20 ans s'est envolée hier à destination de la Chine pour prendre part au championnat du monde 2026 de la catégorie, prévu du 24 juin au 5 juillet à Jinzhong, a indiqué la Fédération algérienne de handball (FAHB) sur son site officiel. Le président de la FAHB, Mourad Boussebt, était présent pour saluer la délégation et soutenir les joueuses ainsi que le staff technique avant ce rendez-vous mondial. Il leur a souhaité plein

succès pour représenter au mieux les couleurs nationales. Cette participation fait suite à une série de préparations et de stages, durant lesquels les joueuses ambitionnent de livrer une prestation honorable qui reflète le développement du handball féminin algérien sur la scène internationale. Sous la direction de l'entraîneur Mourad Aït Ouarab, l'équipe algérienne évoluera dans le groupe E aux côtés du Danemark, de la Chine, pays organisateur, et de la Guinée. Le

groupe E s'annonce particulièrement relevé pour les Algériennes, avec notamment le Danemark, l'une des nations majeures du handball mondial, ainsi que la Chine, qui jouera devant son public, et la Guinée, championne de la phase intercontinentale. Le tournoi réunira 32 sélections réparties en huit groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque groupe accéderont au tour principal, tandis que les autres formations disputeront la Coupe du président.